

UNIVERSITÉ DE PARIS · FACULTÉ DE DROIT

La
Réforme Agraire
en Bulgarie
(1921-1924)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques et Economiques)

présenté par

M. Tz. BOUROFF

JURY :

Président : M. LESCURE

Suffrageants { M. PERREAU
 M. ROLLAND

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel

1925.

La
Réforme Agraire en Bulgarie
(1921-1924)

La
Réforme Agraire
en Bulgarie
(1921-1924)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques et Economiques)

présenté par

M. Tz. BOUROFF

JURY :

Président : M. LESCURE

Suffrageants { M. PERREAU
M. ROLLAND

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.



A mon maître M. Lescure

A mes parents



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

I

Après de multiples efforts, allant jusqu'à l'insurrection, et avec l'aide généreuse de l'Empire Russe, la Bulgarie parvint à s'affranchir de la domination Turque en 1878. Cette dernière n'avait que trop duré. A peu près cinq siècles entiers le peuple Bulgare étouffa sous le joug de l'Etat le plus retardataire de l'Europe. Les principes sacrés, et partant immuables, consignés dans le Koran, rendaient la Turquie réfractaire à toute évolution raisonnée. Ses institutions gouvernementales, sa structure économique et sociale restèrent jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle ce qu'elles étaient au XV^e. Une semi-féodalité anarchique usait de l'obscurantisme (1) et de la misère comme des meilleurs moyens de gouvernement du bon plaisir. Le mauvais système fiscal (2), appliqué par une administration corrompue, (3)

(1) Dans presque tous les villages, sauf L'Imame, tout le monde est illettré ». — Voir p. 329 de *Bechreibung des turkisch Reiches*, par Cr. Gudek. Leipzig 1771.

Voir aussi la « *Turquie pittoresque* », p. 94. — N. A. Duckett 1855. — « Pour la première fois en 1702 un Hongrois a introduit en Turquie une imprimerie. Cette innovation n'ayant pas plu aux Oulema, l'imprimerie a dû être interdite. »

(2) « L'impôt devait être payé, avant tout, par la raïa. La dime était affermée avec 50 % de pertes pour l'Etat, tandis que le contribuable l'acquittait au taux de 18 à 20 % au lieu du taux légal de 8 %. » — V. les rapports officiels de l'année 1715, p. 189.

(3) Les agents du fisc réussissaient à percevoir impunément trois fois de suite le même impôt dû pour une même année. — Blanqui. — « *Voyage en Bulgarie pendant l'année 1841.* » Paris, 1845.

avait pour but avoué l'exploitation de la raïa (4), dont l'activité était, d'autre part, paralysée par la politique économique (5) de l'Empire et l'absence presque totale de moyens de communications (6). Dans ces conditions, l'économie nationale, et plus spécialement l'économie rurale, étaient réduits à leur forme la plus rudimentaire. Le paysan se bornait à produire ce qui était strictement nécessaire à l'humble subsistance de sa famille et laissait inculte une partie de ses terres ou ne les exploitait que d'une manière tout à fait extensive. Or, les paysans formaient 82,5 % de la population Bulgare, de sorte que leur misère matérielle était celle du peuple entier. Mais les remèdes devaient sortir du mal. Le début du XIX^e siècle fut marqué par un réveil éclatant de l'esprit national du peuple bulgare, décidé à conquérir, par ses propres moyens, l'instruction et l'indépendance religieuse, que l'Etat Turc lui refusait et que le clergé Grec lui disputait. Ce fut une période de luttes épiques contre l'emprise morale du patriarcat Grec de Constantinople, dont l'activité visait à l'hellenisation de la Bulgarie.

Des écoles, très primitives mais nombreuses, surgirent dans presque toutes les principales villes bulga-

(4) Raïa signifie en Turc « troupeau ». On désignait par ce mot péjoratif l'ensemble des infidèles soumis à l'autorité du sultan.

(5) Le régime douanier en Turquie avait un caractère purement fiscal. Etant obligé, par les Capitulations, d'admettre en franchise les marchandises étrangères, l'Etat imposait lourdement ses propres exportations.

(6) « 10.000 personnes sont mortes de la famine, parce que les moyens de transporter le blé d'une région dans une autre manquaient. » — Léon Hogonner, « Chez les Bulgares », Paris 1888, p. 179.

res (7). Des journaux furent fondés en langue bulgare, en Turquie et à l'étranger, (8) facilitant l'éclosion de toute une littérature nouvelle empreinte d'un esprit de révolte et de liberté (9). Cette renaissance spontanée était le résultat d'une longue résistance à toute assimilation gréco-turque de l'élément bulgare qui fit la preuve la plus irréfutable de sa volonté d'obtenir un avenir meilleur.

La restauration de l'Eglise nationale indépendante en 1871, l'affranchissement politique, en 1879, en furent les deux premiers résultats.

(7) G. Rosch, dans son ouvrage intitulé « Die Volcker der Unternen Donau Und die orientalische Rase », (Breslau 1867), constate qu'à Rouschouk (ville de la Bulgarie du Nord), il a trouvé plus d'hommes lettrés qu'à Bucarest, p. 75.

(8) En Serbie en en Roumanie principalement.

(9) Christo Boteff, poète et révolutionnaire, est le représentant le plus caractéristique de cette époque. Son génie puissant se reflète dans ses poésies vibrantes où l'amour et le sacrifice pour la Patrie sont les thèmes principaux.

II

A la lumière de la liberté, le dénuement matériel et intellectuel, auquel l'avait réduite l'oppression étrangère, apparut au peuple bulgare dans toute sa réalité. Tout était à créer. Il fallait établir une constitution, donner une législation, organiser les finances de l'Etat et son armée, mettre sur pied un programme d'instruction publique, doter le pays de voies de communication, bref, il s'agissait de créer les conditions indispensables à la vie d'un Etat indépendant, fermement résolu de gagner son rang parmi les nations civilisées. Voulant bâtir un état plus moderne, les Bulgares cherchèrent des matériaux modernes. Ils se tournèrent instinctivement vers l'Europe occidentale. Celle-ci exposait au marché des idées, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, des échantillons les plus variés. En fait de systèmes gouvernementaux, la Belgique offrait l'exemple le plus démocratique. La Bulgarie y puisa les éléments principaux de sa constitution, où les libertés politiques, la liberté de la conscience et de la presse furent garanties, en droit et en fait, par un parlement du type unicaméral, composé de députés élus, pour 4 ans, au suffrage universel. Dans l'organisation de l'instruction publique, obligatoire et gratuite, dans celle de l'armée nationale, recrutée par conscription et sans possibilité aucune d'exemption à prix d'argent, dans celle de l'administration, contrôlée par une haute cour administrative, composée de juges inamovibles, se trouvent reproduits les principes de liberté et d'égalité que l'on retrouve chez les démocraties les plus avancées.

En fait de doctrines économique-sociales, l'Europe semblait vouloir fuir les formules, un peu vieilles, du libéralisme, sans, toutefois, oser s'engager hardiment dans le labyrinthe alléchant de l'interventionnisme et de l'étatisme allemand. Cet état d'esprit se refléta, avec une saisissante vérité, dans les bases de l'économie nationale bulgare, où la liberté d'action de l'individu est sagement limitée par les prérogatives de l'Etat dans le domaine de l'émission fiduciaire, des voies de communications et des richesses du sous-sol (1). La coopération reçoit un accueil plus que bienveillant. La protection ouvrière se taille, à son tour, une place notable dans la législation bulgare.

On est donc amené à constater, de ce qui précède, que la Bulgarie, libérée, a voulu organiser sa vie économique, sociale et politique sur les modèles les plus démocratiques ayant déjà fait leurs preuves ailleurs et spécialement en Europe latine. Cela lui a été d'autant plus facile que l'oppression étrangère séculaire avait eu pour conséquence le nivellement de la société bulgare dans l'oppression et la misère. Les premières années de l'invasion turque avaient été marquées par l'extermination systématique des bolers (11) bulgares. D'autre part, la bourgeoisie n'avait pas encore pu se former jusqu'à prendre les proportions d'une classe. Au lendemain de l'affranchissement, la différenciation sociale est très peu

(10) La Banque nationale bulgare, unique établissement d'émissions, appartient à l'Etat. D'autre part, les chemins de fer et les principaux gisements houillers appartiennent à l'Etat qui les exploite en régie directe.

(11) Les Bolers sont les seigneurs semi-féodaux de l'ancien royaume bulgare.

accentuée (12). On distingue les paysans, presque tous petits propriétaires, des citadins, composés pour une grande partie d'artisans, auxquels se superposent les petits commerçants, alimentant, à leur tour, la catégorie extrêmement restreinte des professions libérales et du clergé. Cela explique les aspirations et les caractères foncièrement démocratiques de la nation bulgare (13).

(12) « Dans la première période de la renaissance bulgare, nous ne voyons pas encore de différence sociale notable. » — Milukoff, dans sa « Constitution bulgare » 1904, p. 9.

(13) Milukoff, *op. cit.* p. 9.

III

Tout organisme fait ses preuves en fonctionnant, l'Etat et le peuple bulgare ont fait les leurs durant bientôt un demi-siècle de vie indépendante.

Le fait le plus marquant de cette période, c'est l'essor et la transformation économique du pays. Jusqu'à la fin de la première moitié du XIX^e siècle, le régime turc avait maintenu l'activité bulgare dans la forme de l'économie domestique fermée (14). L'agriculture, élément principal de l'économie nationale, était extrêmement extensive, très peu productive (15) et n'occupait, à peine, qu'un tiers de la terre cultivable, (16) dont les 2/3 restaient incultes. Dans ces conditions le commerce ne pouvait être que très restreint; l'industrie n'existait presque pas.

Tel est l'état économique à la fin de la domination turque. Une fois libre, le pays employa toute son éner-

(14) « L'agriculture se trouve dans l'Etat du patriarcat hébreu. » Boué, « La Turquie d'Europe », 1840. Tome 3, § 1.

(15) P. Théodoroff « Notre agriculture avant l'affranchissement ». — Revue de l'association économique bulgare. Livre 1, 2, 3, 1923, p. 95.

(16) Callas, dans son ouvrage « La Turquie en 1861 », p. 252, constate qu'un quart seulement de la terre est cultivée en Macédoine.

On trouve des constatations semblables dans « Travels in Russia, Persia and in Greece », (1828, London) par Palloek. (p. 152); aussi chez Hervey, dans son ouvrage « A résudance in Greece », tome II, p. 109.

gie à en sortir. Dans une période d'environ 35 à 40 ans, les efforts communs seront dirigés vers la création de capitaux et d'outillage moderne nécessaires à l'exploitation des richesses nationales, dont le développement suivra une ligne toujours ascendante.

En ce qui concerne l'agriculture notamment, le nombre des charrues qui était en 1893, de 18.700, passe, en 1914, à 160.000, pour atteindre, en 1920, le chiffre de 400.995.

Les différentes espèces de machines agricoles, autres que la charrue, qui étaient presque inconnues jusqu'à 1887, compte, en 1915, 160.000 unités et 179.685 unités, en 1920. Cette augmentation de l'outillage agricole permet l'élargissement des limites de la terre cultivée, qui englobaient déjà 3,452,706 hectares en 1897 et 4.139.410 hectares, en 1908. Elle a eu, en outre, pour conséquence l'accroissement de la production agricole et la différenciation des cultures. A côté des céréales, dont la production s'élève à 25,303,539 quintaux en 1906 pour passer, en 1911, à 28.763.049 quintaux, les plantes industrielles les plus variées (kolza, anis, tabac, pavot, houblon, coton, lin, chanvre, betterave à sucre etc.) sont cultivées de plus en plus activement, de sorte que les 550.994 quintaux de produits, obtenus par la récolte de 1908, se trouvent quintuplés en 1914, avec un chiffre exact de 2,125,602 quintaux.

Pendant que l'agriculture se développe, l'industrie bulgare se modernise. L'atelier primitif de l'artisan commence à être remplacé par des établissements industriels dont le nombre et l'importance ont évolués dans les proportions suivantes :

	1894	1912	1920
Nombre d'établissements industriels (1)	72	289	1.541
Capital engagé en Mil. de lev. . . .	10	94	4.034
Nombre d'ouvriers	1.000	15.000	55.380
Nombre de chevaux-vapeur	2.000	22.400	86.045
Production annuelle en Mill. de levas.	20	116	4.525

Le commerce, parallèlement à l'industrie et à l'agriculture, est devenu de plus en plus actif. Les variations du poids et de la valeur des exportations et des importations et celles de la balance commerciale, dans les six périodes quinquennales successives, sont les suivantes :

Moyennes quinquennales	IMPORTATIONS		EXPORTATION		BALANCE du commerce
	Kilg.	en mil. lev.	Kilg.	en mil. lev.	
1886-1890	143.559	70.557	445.522	62.396	— 8.161
1891-1895	206.778	83.553	604.449	77.545	— 6.012
1896-1900	223.238	67.954	480.985	68.503	+ 0.549
1901-1905	237.507	95.606	792.621	120.021	+ 25.014 (7)
1906-1910	414.237	140.214	606.395	118.602	— 21.612
1911-1915	457.228	143.347	611.176	139.642	— 43.705

D'autre part, l'augmentation du crédit et des moyens de communication sont spécialement à envisager lorsqu'on veut se faire une opinion exacte de l'effort accompli par les Bulgares en vue de la renaissance économique de leur pays. A la fin de l'année 1922, on compte en Bul-

(1) Ce nombre comprend tous les établissements industriels utilisant une force supérieure à 5 chevaux-vapeurs, employant plus de 20 ouvriers et possédant des machines d'une valeur minima de 20.000 lévas or.

(17) Les balances de compte fortement négatives, dans les deux dernières périodes quinquennales, sont dues à la guerre balkanique de 1912-13 et à sa préparation.

garie 531 sociétés par actions d'un capital global nominal de 1,628,632,000 levas, dont 1,394,951,000 levas versés. Parmi ces sociétés par actions, 293 banques et sociétés d'épargne possèdent un capital nominal global de 969,575,000 levas, dont 818,727,000 levas du capital versés. La Banque nationale de Bulgarie et la Banque Agricole Bulgare, toutes les deux institutions d'Etat, ont augmenté leur capital :

	Années	Cap. nomin.	Cap. de rés.
	—	—	—
I. Banque Nat. Bulgare	1880	1.116.597 lév.	176.769 lév.
	1922	200.000.000 lév.	119.960.961 lév.
II. Banque agr. Bulgare	1901	36.280.212 lév.	211.108 lév.
	1922	110.222.320 lév.	12.491.808 lév.

En outre, une Banque coopérative Centrale et 977 coopératives de crédit, dont 94 urbaines, avec un capital global de 27.958.562 levas, et 883 rurales, avec un capital global de 17.047.427 levas, témoignent de l'essor du crédit coopératif. Il faut remarquer que les seules institutions de crédit qu'ait connues la Bulgarie, province turque, avant 1879, étaient les caisses agricoles fondées par Mithat Pacha. Leur fonctionnement était très défectueux et les services qu'elles ont pu rendre sont des plus insignifiants.

Ce même Mithat Pacha ayant commencé la construction des routes carrossables, liant les principales villes du pays, on continua, après 1879, l'exécution de son programme, d'ailleurs profondément modifié, de sorte qu'en 1921 il existait 6,659 kilomètres de routes nationales et 4,410 kilomètres de chemins vicinaux. Le réseau des chemins de fer de 693 kil., en 1888, passe à 2.276 kil., en 1921.

En 186, on compte en Bulgarie, à peine, 108 bureaux de poste ; leur nombre est de 2,020 en 1900, pour atteindre le chiffre de 3.330, en 1922. Ce développement économique a été secondé par l'extension rapide de l'instruction publique. Pour une population d'environ 3,5 millions, il y avait en Bulgarie, en 1879, à peine quelques dizaines d'écoles. En 1880, 5 % des hommes et 1,5 % des femmes seulement savent lire et écrire. En 1910, ce dernier pourcentage s'élève à 55 % pour les hommes et 25,76 % pour les femmes, et 10 ans plus tard, dans une population d'environ 5 millions, on ne compte plus d'illettrés parmi les individus âgés de 20 à 30 ans.

Pendant l'année scolaire de 1920-21, pour une population d'environ 5 millions d'habitants, l'instruction primaire est donnée dans 5.482 écoles, par 13.792 instituteurs, à 559.649 élèves. L'instruction secondaire est donnée dans 600 écoles, par 5.092 professeurs, à 121.704 élèves.

Les conclusions qui se dégagent de ce tableau, brossé à coups de chiffres, met en relief l'ascension constante du progrès économique et moral du pays. Ce fait est remarquable, d'une part, parce qu'il donne la mesure de la capacité de travail du peuple bulgare, d'autre part, parce qu'il trahit chez une nation, longtemps « handicapée » par les circonstances historiques, le désir de regagner, le plus vite possible, le temps perdu sur le chemin de la civilisation.

IV

La Bulgarie venait de liquider la guerre Balkanique lorsque, en 1914, commença la guerre mondiale. En 1912, la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro s'allièrent en vue de soustraire à la domination turque leurs provinces respectives, restées encore non libérées. Les charges de la guerre, qui s'en suivit, furent supportées pour la grande partie par la Bulgarie qui eut à refouler les armées turques jusqu'aux portes de Constantinople. Pendant ce temps, leur tâche terminée, ses alliés jugèrent conforme à leurs intérêts de l'attaquer dans le dos. La Roumanie s'en mêla dans le même but, et la fin des hostilités aboutit à la paix de Bucarest où les Bulgares furent dépouillés non seulement de la plupart des provinces nouvellement conquises mais aussi d'une partie notable de la Dobroudja. L'entrée de la Bulgarie en 1915, dans la guerre mondiale fut déterminée par le seul désir de réparer l'injustice commise à Bucarest. Si elle ne réussit pas, c'est parce que le principe du « Self determination » des peuples, annoncé dans les 14 points du Président Wilson, ne fut appliqué que dans l'Europe Centrale. Dans les Balkans, il dut céder la place à des considérations d'un ordre beaucoup moins élevé. Le Traité de Neuilly apporta un nouveau retard à la reconstitution nationale bulgare. En outre, il amputa la Bulgarie d'une partie de son ancien territoire et imposa à l'Etat bulgare des charges qui dépassaient de beaucoup sa capacité. Le contribuable bulgare plia sous le fardeau des impôts de plus en plus lourds. Alors, comme dans tous les pays sortis endettés de la guerre, se posa la

question de savoir par quelle catégorie de contribuables devait être supportée la plus grande partie des dettes de l'Etat. Une lutte très vive s'engagea entre les différents partis politiques, dont l'importance fut profondément modifiée. En effet, les premières élections législatives, qui eurent lieu dans la paix, envoyèrent au Sobranié une majorité insoupçonnée « d'agrariens » et de communistes.

Le parti de « La ligue des agrariens » comptait, avant la guerre, à peine une dizaine de députés dans la Chambre. Ils luttèrent contre le « régime personnel » du Tzar Ferdinand avec un programme extrêmement vague, mélangé et contradictoire, où la jalousie naturelle du villageois envers les citadins était habilement exploité en vue d'un idéal ultra-démocratique. Le parti communiste, dans un pays sans grande industrie, n'était qu'une sorte d'embryon agissant dans le vide.

Pour que ces deux partis politiques, jugés en 1915 sans avenir, deviennent les facteurs principaux de la vie politique bulgare, il a fallu la catastrophe de 1918 et toutes ses conséquences désastreuses.

L'Etat bulgare, jeune encore, mais d'une armature déjà vigoureuse, vit l'élan de son développement brusquement arrêté et, peut-être, pour longtemps. Toutes les forces vitales du pays eurent leur champ d'action singulièrement rétréci. Les cadres de l'armée, de l'administration publique et des administrations privées furent réduits fortement, soit pour satisfaire aux clauses du Traité de Neuilly (18), soit pour alléger les dépenses publiques, soit pour adopter l'activité économique aux con-

(18) L'armée bulgare fut réduite à 20.000 hommes.

ditions nouvelles. A la suite de cette opération de compression, des dizaines de milliers de fonctionnaires et d'employés se trouvèrent sans travail, allèrent grossir les rangs des ouvriers en chômage et suivre dans la misère un demi-million de réfugiés bulgares, venus de toutes les provinces **nouvellement asservies**. Cela constituait un coefficient de malaise social, qui ne pouvait qu'augmenter les troubles dans la vie économique du pays, résultant de l'application du Traité de Paix, et les faire dégénérer en une véritable crise sociale.

En se donnant un gouvernement agrarien, le plus démocratique possible chez ele, la Bulgarie semblait avoir trouvé le plus sûr remède d'apaisement intérieur. Le pays se replia sur lui-même, décidé à surmonter, à force de travail et de sacrifices, les difficultés d'une situation pénible. Le gouvernement de M. Stamboulisky, issu de la majorité parlementaire agrarienne, paraissait destiné à réaliser la volonté nationale en la traduisant dans des actes législatifs. Malheureusement, il a dû subir, dès ses premiers pas, l'influence des partis de l'extrême gauche dont le soutien officieux avait été jugé indispensable à l'action gouvernementale de la faible majorité agrarienne. Dès lors, M. Stamboulisky inaugura un œuvre législative qui visait à la revision complète de la législation bulgare, jusqu'alors en xigneux, en apportant des atteintes successives à l'institution de la propriété privée et aux principes de la liberté de l'action économique individuelle.

L'œuvre la plus caractéristique et la plus importante de l'activité législative du gouvernement agrarien reste, de son propre aveu, la réforme agraire du 9 mai 1921.

L'économie de cette réforme, son principe, son application, auraient été difficilement explicables, si on ne tenait pas compte des faits économiques et sociaux qui l'ont suscités. Dans ce but, nous avons tâché de souligner, dans notre courte préface, les éléments principaux dont le concours était indispensable pour que le vote de la loi du 9 mai 1921 fut rendu possible.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le milieu physique. — La démographie.

Toute réforme agraire se présente comme une des solutions possibles de la question agraire. L'expression question agraire est extrêmement compréhensive et peut être appliquée à tout problème concernant la terre, les champs (ager). Mais l'on entend généralement par question agraire celle qui se pose sur le fait de savoir à qui doit appartenir la propriété de la terre et comment elle doit être répartie entre les hommes. Prise dans cette acception, elle apparaît comme une question de répartition de biens, plus spécialement du bien nécessaire et limité par sa nature qu'est la terre, dont la valeur varie, normalement, en fonction de son étendue et de la densité de la population.

Problème de répartition des biens, la question agraire peut revêtir deux aspects différents : un aspect social et un aspect économique. En effet, entreprendre, dans ce sens, une réforme agraire, cela veut dire remanier législativement la répartition déjà existante des terres, en vue de faire disparaître les inconvénients qu'elle présente pour la société. Ces inconvénients peuvent être de deux sortes. Il se peut que la répartition actuelle des terres ne corresponde plus avec la notion que se font de la justice sociale les hommes en général ou, plus spécialement, les citoyens d'un Etat déterminé ; il est possible que la répartition d'un bien, dans l'espèce, d'un capital, — car économiquement la terre revêt habituellement la

forme d'un capital — cesse d'être la plus conforme aux exigences de sa fructification rationnelle, par suite de changement des conditions d'exploitations soit économique soit historique.

Dans le premier cas, on est en présence des motifs purement sociaux d'une réforme ; dans le second, des motifs purement économiques. Il s'en faut cependant de beaucoup que ces deux ordres de motifs pèsent du même poids dans l'accomplissement d'une réforme agraire déterminée. Presque toujours les motifs sociaux l'emportent, parce que, nés d'une conception de justice sociale, ils s'imposent avec toute la force des mouvements d'opinions. Au contraire, les motifs purement économiques, tel que l'amélioration de l'entreprise agricole, se heurtent à la routine ou aux résultats contradictoires de l'expérience, perdent leurs forces persuasives et n'agissent que très indirectement. La question agraire est donc, avant tout, une question sociale dépendante du milieu extérieur où elle se pose. S'agissant de répartition, dans l'espèce de répartition de la terre, bien limitée, la manière dont elle est faite ou sera faite, dépend, dans une grande mesure, de l'objet que l'on veut répartir et des sujets entre lesquels elle sera répartie ; c'est pourquoi nous commencerons notre étude par celle des facteurs physiques et humains en Bulgarie.

A

Milieu physique

Comprise entre 44° 12' 30" et 41° 12' 48" de latitude et 20° 1' 0" et 25° 33' 40" (méridien de Paris) de longitude, la Bulgarie occupe actuellement 103.146,170 kilo-

mètres carrés des parties Nord-Est et Centrale de la péninsule des Balkans. Le territoire bulgare, d'une périphérie de 2.157,610 kilomètres, ne communique avec la mer que sur une ligne de 311,2 kilomètres qui longe la côte Ouest de la Mer Noire : à un kilomètre de la côte correspond 331,5 kilomètres carrés de territoire. La Bulgarie peut être divisée en trois régions géographiques nettement caractérisées par leur superficie, leur constitution et leur climat.

I° La Bulgarie du Nord, d'une superficie de 43.399,644 de kilomètres carrés, est un pays de terrains ondoyants, descendant du Sud au Nord et finissant par se confondre avec les trois plaines du Danube (18,000 kil. carrés), d'Oranie (148 kil. carrés) et de Novosseltzy (30 kil. carrés) d'une étendue totale de 18,642 kilomètres carrés. Dans cette partie du territoire, 36.767,63 kilomètres carrés se trouvent à une altitude qui va de 0 à 500 mètres; 1.243,901 kilomètres carrés, à une altitude qui va de 500 à 1.00 mètres et 2.388.694 kilomètres carrés sont à une altitude qui va de 1.00 à 2.500 mètres. Le climat est continental, avec des soubresauts violents dans la température, des étés chauds et généralement secs, des hivers longs et froids. Le réseau de petites rivières qui vont se jeter dans le Danube se dessèche pendant la saison chaude. Le climat, l'altitude et l'irrigation de la région Nord favorisent, surtout, la culture des céréales et de la vigne.

II° La Bulgarie du Sud qui a une superficie de 42.259,01 kilomètres carrés, est séparée de la Bulgarie du Nord par la chaîne des Balkans (Stara-planina). Les plaines y sont très nombreuses, mais petites et isolées. Leur étendue totale est de 10,587 kilomètres carrés, dont

4,470 kilomètres carrés pour la seule plaine de Plovdiv — Pazardi, 1,583 kilomètres carrés pour la plaine de Stara — et Nova-Zagora et le reste se répartit entre 20 autres plaines de moindre importance. Dans cette région, 28.350,930 kilomètres carrés de superficie sont à une altitude qui va de 0 à 500 mètres; 8.420,24 kilomètres carrés, à une altitude de 500 à 1.000 mètres, et 5.478,948 kilomètres s'étendent à plus de 1.000 mètres d'altitude. Protégée des influences continentales septentrionales par la montagne de Stara-Planina, la Bulgarie du Sud subit celle de la Méditerranée qui adoucit le climat et rend les précipitations atmosphériques plus abondantes. Un climat plus stable, plus chaud et sans transition très brusque permet la culture de la rose, du tabac, du riz, de la vigne et de la plupart des plantes industrielles.

III° La Bulgarie du Sud-Ouest, d'une superficie de 17.487,48 kilomètres carrés, à l'aspect d'un véritable damier de montagne entre lesquelles sont enserrées 22 plaines d'une étendue totale de 2,995 kilomètres carrés. La plaine de Sofia seule y occupe 1,185 kilomètres carrés. De la superficie totale de la Bulgarie du Sud-Ouest, 1.466,23 kilomètres carrés sont à une altitude qui va de 0 à 500 mètres; 9.986,72 kilomètres carrés à une altitude de 500 à 1.000 mètres, et 6.039,52 kilomètres carrés, à une altitude qui va de 1.000 jusqu'à 2.933 mètres. La région du Sud-Ouest est la plus haute de la Bulgarie. Au point de vue climatérique, la Bulgarie du Sud-Ouest présente la plus grande variété. Tandis que dans les plaines de Névrokop (81 kil. carrés) et de Mélnik (378 kilomètres carrés). Le climat est tout à fait méditerranéen, la partie supérieure du bassin des rivières Strouma et Isker, ayant pour centre la montagne Vitocha, accuse

tous les rapports du climat continental. Aussi, dans la Bulgarie du Sud, les cultures les plus variées sont-elles possibles ; c'est pourquoi cette région peut être considérée comme spécialement favorisée.

Prise dans son ensemble, la superficie de la Bulgarie se répartit, en zones d'altitudes, entre les trois régions géographiques, de la manière suivante :

RÉGIONS	ÉTENDUE DES ALTITUDES EN KILOMÈTRES CARRÉS				
	400 mètres	100-200 mètres	200-300 mètres	300-500 mètres	500-700 mètres
Bulgarie du Nord.	5.399,405	11.499,127	10.330,794	9.537,737	3.501,491
Bulgarie du Sud.	2.367,817	10.701,757	7.490,068	7.791,288	4.410,727
Bulg. du S.-Ouest.	102,376	290,778	272,965	800,119	3.575,027
TOTAL...	7.869,598	22.491,662	18.093,827	10.129,144	11.487,245

Suite

700-1.000 mètres	1.000-1.500 mètres	1.500-2.000 mètres	2.000-2.500 mètres	2.500-2.923 mètres	TOTAL
1.742,410	1.053,117	324,871	10,712	»	43.399,664
4.009,513	3.888,864	1.448,217	137,754	13,013	42.259,018
6.411,694	4.229,642	1.223,368	465,301	116,218	17.487,480
122.163,617	9.171,623	2.996,156	613,767	129,231	103.146,170

La plus grande partie du territoire est située à une zone d'altitude de 100 à 200 m., soit 22.491,632 kilomètres carrés ou 21,80 % de la superficie totale de la Bulgarie ; dans les zones de 0 à 500 mètres d'altitude se trouvent à 66.584.231 kilomètres carrés, soit 60,55 % de la superficie totale.

Cela montre qu'environ 1/3 seulement du territoire bulgare se caractérise par une formation montagnaise. Les deux autres tiers, étant constitués de plaines ou de

collines pe uélevées, se prêtent également aux travaux qu'exige la culture intensive.

À cette première caractéristique physique, favorable à l'agriculture, il faut ajouter le facteur hydrographique qui n'en n'est pas moins propice. Plusieurs fleuves et rivières, qui vont vers tous les points cardinaux, traversent des vallées fertiles, sillonnent, par des méandres innombrables, les plaines et finissent par se déverser soit dans la Mer Noire, soit dans la Mer Egée. Le niveau des rivières n'est pas constant ; la saison chaude met souvent à sec la plupart d'entre elles, mais cet état ne persiste pas longtemps et les premières pluies suffisent pour le faire disparaître.

Quoique le territoire bulgare occupe à peine 3° degrés de latitude où, en cas de formes horographiques peu différenciées — plaines unies ou surfaces de la mer — on ne pourrait s'attendre à des différences climatiques sensibles, le climat du pays est, néanmoins, très varié. Aussi le chiffre de la température moyenne, qui est de 11° 8/8 (pour la Bulgarie du Nord la température moyenne est de 10° 9/10 ; pour la Bulgarie du Sud et du Sud-Ouest, elle est de 11° 086) et celui de la quantité moyenne des précipitations atmosphériques, qui est de 700 m/m, étant les résultats de données très inégales, ne nous donnent-ils qu'une idée peu exacte du caractère très inégal du climat.

Un sol, sinon toujours très fertile, au moins toujours assez riche pour ne pas décourager l'effort humain moyen, complète la somme de toutes les qualités physiques dont la réunion devait faire de la Bulgarie un pays destiné à être agricole.

Au point de vue de sa mise en valeur, tout le territoire bulgare se répartit ainsi :

Terres inexploitées (routes et chaussées)...	13	%
Terres exploitées bâties	4,15	%
Terres exploitées non bâties	82,85	%

D'après l'enquête officielle de 1908, le sol exploité non bâti se répartit, de son côté, comme il suit :

	Hectares	% de la sup. totale	% du sol exploité
1. Champs	3,613,532	37,51	42,27
2. Prairies	399,412	4,15	5,01
3. Jardins potagers ..	14,484	0,15	0,18
4. Jardins fruitiers	8,132	0,08	0,10
5. Muraies	1,099	0,01	0,01
6. Roseraies	78,063	0,08	0,10
7. Vignes	94,988	0,99	1,19
8. Pâturages	913,082	9,48	11,44
9. Jonchés	5,723	0,06	0,07
10. Forêts	2,894,493	23,42	35,51
11. Ilôts	5,460	0,06	0,07
12. Marais	62,393	0,65	0,78
13. Autres	21,790	0,22	0,27
Totaux	7,982,451	82,85	100,00

Cette situation qui peut être, avec de faibles correctifs, considérée comme exacte encore aujourd'hui, entraîne les observations suivantes :

I° Il y a dans le pays 1,312,494 hectares de prairies, pâturages et vaines pâtures, représentant 16,45 % du sol exploité, dont la plus grande partie peut être, le cas échéant, défrichée.

II° Les forêts sont encore nombreuses en Bulgarie. Or, une partie d'elles, quoique comprises dans la catégorie des forêts domaniales, sont loin de présenter un

véritable intérêt pour l'exploitation forestière. Composées de taillis mal entretenus, elles peuvent être utilement défrichées et transformées en champs.

L'étude du milieu physique nous permet de conclure que, grâce à la riche variété de son climat, de ses formes horographiques et hydrographiques, le territoire bulgare peut se prêter, dans sa grande partie, à la culture intensive. En fait, cependant, l'exploitation du sol est encore très extensive, étant donné que 43,85 % seulement de la superficie exploitée non bâtie présente des terrains défrichés. Il n'y a pas en Bulgarie de pénurie de terre comme dans certains pays (Italie par exemple) où, quoique l'homme ait défriché la dernière parcelle utilisable, le manque de terre se fait sentir sous la forme d'un taux de fermage extrêmement élevé.

B

Démographie

Vers le 1^{er} janvier 1924, le nombre des habitants en Bulgarie était de 5,700,730 dont 2,498,330 hommes et 2,509,400 femmes. La densité moyenne de la population est de 48,05 habitants par kilomètre carré.

Une comparaison avec la densité moyenne de la population des principaux états de l'Europe montre que la Bulgarie est loin d'être un pays surpeuplé (1).

(1) Les chiffres ci-dessous présentent la densité telle qu'elle a été constatée dans les différents pays, sauf la Bulgarie, avant 1914.

Pays	Habitants p. kil. carré
Belgique	287
Angleterre	215
Allemagne	112
Italie	113
Autriche	87
France	73
Hongrie	59
Bulgarie	48,05
Espagne	36
Russie	24

Lorsqu'on tient compte de la densité kilométrique moyenne de toute la population européenne, qui est de 42 individus par kilomètre carré, on constate que la Bulgarie n'est pas un pays très faiblement peuplé et que la densité kilométrique de sa population dépasse déjà la moyenne européenne.

D'autre part, le mouvement de la population s'exprime par les données suivantes :

Pr 1.000 hab. par an et pour les périodes	Mariages	Naissances	Décès	Accrois.
1888-1890	0,04	36,03	19,02	17,01
1891-1895	8,02	37,06	27,08	9,08
1896-1900	8,03	48,00	23,09	17,01
1901-1905	10,00	40,07	22,05	18,02
1906-1910	9,03	42,01	23,08	18,03
1911-1915	8,00	38,07	22,03	16,04

Années				
1916	2,02	21,03	20,04	0,09
1917	4,02	16,09	20,00	— 0,09
1918	9,03	20,08	29,09	— 9,01
1919	15,09	32,08	19,09	12,09
1920	14,01	39,07	21,02	18,05

L'accroissement de la population, après une dépression sensible, pendant la période de 1915 à 1918, due à la guerre, a repris en 1920 son taux normal qui est un des plus fort de l'Europe. En effet, le taux de l'accroissement naturel de la population a été en Allemagne de 14 (1908), en Autriche de 11,2 (1907), en Hongrie de 10,8 (1907), en Angleterre de 9,2, en Russie de 15,8 (1901) et en France de 1,2 (1908).

Si l'on écarte l'éventualité d'un brusque fléchissement de la fécondité de la population bulgare, toutes conditions égales, on doit prévoir que le nombre des habitants doublera dans 55-60 ans.

Actuellement la population bulgare est groupée ainsi:

Agglomérations	Nombres
—	—
Villes	92
Villages	4,238
Hameaux	1,348

Les billes, ressemblant, dans beaucoup de cas, à de grands villages, sont généralement peu peuplées.

Les villes de plus de 20.000 habitants sont au nombre de 9, dont la plus grande, Sofia, a 154.410 habitants.

Les villages sont parsemés, surtout, dans les plaines où, pendant les longs siècles de domination turque, les paysans ont dû se réunir en agglomérations compactes, à cause de l'insécurité perpétuelle de la campagne. Aussi le système de la ferme isolée est-il presque inconnu en Bulgarie. Ce fait a eu pour l'économie rurale des conséquences extrêmement fâcheuses. D'une part, le désir de chacun d'avoir une partie des terres fertiles les plus proches du village a provoqué leur morcellement excessif,

d'autre part, l'éloignement des terres du centre de l'exploitation de l'agriculteur entraîne, pour ce dernier, des pertes de temps et d'énergie considérable.

Les hameaux se rencontrent exclusivement dans les régions montagneuses où la pénurie de terre cultivable n'a pas permis la formation d'agglomérations plus importantes.

Entre les villes et la campagne, la population est répartie comme il suit :

Population urbaine :

Années	Habitants	% de la total.
1900	702,000,061	20,39
1910	750,000,016	19,53
1920	971,000,585	19,99

Population rurale :

Années	Habitants	% de la total.
1900	2,740,728	79,61
1910	3,213,234	80,47
1920	3,889,844	80,01

Comparé à la France, où la population rurale présente (1906) 51,5 % de la totalité de la population et à l'Angleterre, où, à la même époque, elle accuse un pourcentage deux fois plus faible (28,03 %), la Bulgarie apparaît comme un pays à économie paysanne. D'un autre côté, la stabilité, pendant environ 1/4 de siècle, de la proportion numérique entre les ruraux et les citadins prouve que le phénomène de l'exode rurale, constaté à peu près partout en Europe centrale et occidentale, ne se manifeste pas en Bulgarie. Cela est dû à l'absence de centres

industriels développés qui puisse aspirer le main-d'œuvre de la campagne vers les villes et aussi à l'assez faible attraction morale de ces dernières. La prédominance presque absolue de l'économie rurale est mise en relief, surtout, par la manière dont la population se classe au point de vue des professions.

Prof. (1910)	Póp. act.	Pop. non act.	% du tot.
Agriculture	1,820,301	1,444,741	75,04
Industrie, commerce	476,421	440,854	16,05
Serv. pub. et prof. libér...	?	?	4,09
Ménag. et autres.....	?	?	3,02

L'ensemble des personnes actives présente 52,5 % (59,4 % d'hommes et 44,7 % de femmes) de toute la population. C'est un des taux les plus élevés qui ait été enregistré en Europe (2).

Au point de vue des catégories sociales, la population se répartit comme il suit :

Patrons exerçant eux-mêmes leur profession.....	45,3 %
Aides et employés	39,6 %
Ouvriers	15,1 %
Total	100,00%

Les individus de ces trois catégories sociales se répartissent, de leur côté, entre la population active et inactive, comme il suit :

	Act.	Inact.
Patrons exerçant eux-mêmes leur profession.	27,7%	64,1%
Aides et employés	56,1%	21,9%
Ouvriers	16,2%	14,0%

(2) En Angleterre, par exemple, ce taux n'atteint que 44 % de la population.

Les patrons exerçant eux-mêmes leur profession sont, dans leur grande majorité, de petits propriétaires terriens et c'est en classant comme aides et employés les membres de leurs familles que les statistiques officielles obtiennent un si grand nombre pour cette dernière catégorie.

Le nombre total des individus actifs se répartit ainsi, en %, d'après la profession qu'ils exercent :

Agriculteurs	82,6 %
Industrie et commerce	10,9 %
Armée, administration, professions libérales.....	4,01 %
Employés, domestiques, etc.....	2,4 %

En comparant ces chiffres avec ceux qui ont été obtenus, pour le même cas, dans les autres pays, nous obtenons un résultat significatif :

Pays	Agric.	Ind. Comm.	Armée Adm. prof. lib.	Emp. domest.
Bulgarie	82,6	10,4	4,1	2,4
Allemagne	35,2	52,4	6,2	6,2
Autriche	60,9	28,7	4,8	5,8
Hongrie	68,7	17,8	4,0	8,5
Russie	58,3	25,0	7,4	9,3
Etats-Unis	35,9	40,4	4,7	19,0
Italie	59,4	31,9	5,1	3,6
Grande-Bretagne	11,9	67,2	7,5	13,4
France	42,7	46,0	6,7	4,6
Suisse	30,9	57,9	4,7	6,5
Belgique	21,1	53,3	1,0	24,6

Si maintenant nous voulions résumer l'étude du facteur démographique en Bulgarie, nous pourrions tirer les conclusions suivantes :

1° La population bulgare augmente avec une progression rapide.

III° L'activité de cette population est fort au-dessus de la moyenne.

III° Sa densité kilométrique est encore assez faible.

IV° Dans son immense majorité elle habite la campagne, groupée dans des agglomérations compactes.

V° La population bulgare est éminemment agricole.

VI° La grande partie des agriculteurs sont patrons (propriétaires fonciers).

Nous avons dit plus haut que la question agraire était avant tout une question sociale et, comme telle, de répartition, dépendant étroitement du milieu physique et du facteur humain. Après avoir étudié ces deux facteurs, il nous faut aborder l'étude des rapports établis entre eux, c'est-à-dire voir comment le territoire bulgare est réparti en domaines, en propriétés et en exploitations. Ce rapport n'étant pas un état statistique stable mais, au contraire, se modifiant perpétuellement sous l'influence d'une foule de facteurs sociaux, économiques et juridiques, nous nous proposons de donner un bref aperçu historique des modifications qu'il a subies avant de l'étudier tel qu'il se présente actuellement.

CHAPITRE II

Aperçu des conditions juridiques des terres et de leur répartition en Bulgarie avant l'année 1878

Jusqu'en 1879, et pendant 5 siècles environ, la Bulgarie n'était qu'une province de l'Empire Ottoman. Dès leur installation définitive en territoire bulgare, les conquérants turcs introduisirent leur législation, issue du Koran, et la féodalité asiatique, qu'ils avaient empruntée à la Perse, de sorte que, pendant une longue période, les conditions juridiques des terres et l'état de leur répartition en Bulgarie ont évolués sous l'influence de ces deux facteurs.

Le Koran, dans ses chapitres 4 et 10, versets 56, 67 et 125, déclare toutes les terres propriété de Dieu. Celui-ci en concède la possession aux fidèles exclusivement et pour toujours. S'il y a des terres détenues par les infidèles, ce n'est que par usurpation et elles doivent être restituées au peuple d'Allah, soit en convertissant les infidèles, soit en leur faisant la guerre pour les leur ravir. Les sultans, descendants directs du Prophète, distribuent les terres des peuples vaincus aux guerriers, selon l'importance des services qu'ils ont rendus à la cause de l'Islam.

En vertu de ce principe, déduit des textes Koraniques, devait s'établir entre les sujets de l'Empire, en ce qui concerne la propriété de la terre, une première distinction fondamentale. D'une part, les fidèles, devenus propriétaires ou possesseurs de terres immenses, d'autre part, les infidèles, dépouillés du droit de propriété sur la pres-

que totalité de leurs terres et ramenés au rang de véritables serfs. Cette vaste expropriation, consécutive à la conquête, ne devait pas voir pour résultat une grande modification des formes agraires jusqu'alors existantes en Bulgarie. Elles devaient seulement substituer aux grands possesseurs ou propriétaires fonciers, qui étaient les seigneurs, et au clergé bulgare, les Bégliers-Begs, les spahis et les confréries religieuses turques. Il s'agit, en effet, d'un fait historique plusieurs fois répété en Europe pendant les invasions germaniques et normandes, quand la propriété de la terre passa des mains des vaincus aux mains des vainqueurs sans autre titre que le droit de conquête. Ce droit a été exercé par les Turcs d'autant plus rigoureusement qu'il était basé sur un principe sacré et, par conséquent, avait un caractère divin. Aussi les Bulgares furent-ils, sauf quelques rares exceptions (1), privés en masse du droit de propriété de leurs terres.

Entre eux, les Turcs se partagèrent le sol selon les exigences de leur système féodal, dont la plus grande originalité consistait dans sa simplicité. Il existait un lien direct unique entre le Sultan et les différents seigneurs qui étaient indépendants les uns des autres. L'étendue de leurs fiefs, qu'ils détenaient seulement en possession viagère, étaient très variables. On distinguait les *Haces*, domaines considérables donnant un revenu

(1) Dans certaines régions de la Bulgarie du Sud-Ouest, qui avait opposé une résistance particulièrement tenace aux envahisseurs, les Turcs se contentèrent de partager les terres avec leurs anciens propriétaires. Il y avait aussi des villages dont la population conserva ses terres en l'échange de la charge d'accomplir certaines corvées publiques et, plus particulièrement, de monter la garde aux croisements des grandes routes.

annuel supérieur à 100.000 aspres (2), les *ziamets*, dont le revenu annuel variait de 20 à 100.000 aspres et les *timares* (3), desquels le revenu ne dépassait pas le chiffre de 20.000 aspres. Les Haces étaient attribués toujours aux Bégler-Begs, tandis que les *ziamets* et les *timares* revenaient aux autres grands fonctionnaires de l'Etat et aux Spahis, c'est-à-dire aux chevaliers chargés en temps de guerre de se mettre, équipés militairement, à la disposition du Sultan. Le régime sous lequel était placée la population rurale, dans les différentes catégories de domaines féodaux, pour être partout caractérisé par l'existence de nombreuses redevances et corvées au profit du seigneur de la terre, n'en était pas moins diversifié à l'infini, en ce qui concerne la nature et le taux des prestations. A cause même de la faiblesse du pouvoir central, les possesseurs des *ziamets* et des *timares* étaient, en fait, des maîtres absolus vis-à-vis des paysans, auxquels ils distribuaient des terres ou imposaient des taxes selon leur bon plaisir.

Ce serait dépasser le but de la présente étude que de suivre la longue et lente évolution du système féodal Turc et le développement de toutes les formes agraires qu'il a pu produire. Il suffit de souligner, qu'introduite en Bulgarie à la fin du XIV^e et au commencement du XV^e siècle, il s'y est maintenu, en fait à peu près intact, jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle. Malgré la décision prise par le Sultan Sélim III, en 1800, de ne pas renouveler les fiefs à la mort de leurs titulaires, mal-

(1) Un aspre vaut 0 fr. 22.

(3) En 1790, il y avait, dans la partie européenne de l'Empire Ottoman, 8.356 *timares* et 914 *ziamets*. V. Ch. Moravitchz. — Les finances publiques de la Turquie. Vienne, 1922, p. 14.

gré la tentative, faite plus tard par le Sultan Mahmoud II, de les supprimer, les domaines des Beys et des spahis ne disparurent complètement du territoire bulgare qu'avec la domination turque.

Les rapports entre les seigneurs et la population rurale, habitant leurs fiefs, ne s'améliora jamais, quoique plusieurs sultans n'aient pas manqué de bonnes intentions. Déjà sous le règne de Suliman I^{er} furent publiés, en 1520, les Canounis rayas où, entre autre, il y avait des dispositions réglementant le fermage, les redevances et les corvées dûs légalement aux spahis. Mais cet essai, en vue de supprimer l'arbitraire, resta stérile, comme tous ceux qui vont suivre jusqu'au XIX^e siècle. Ni les réformes administratives — connues sous le nom de Tansimate — inaugurées par le fameux Hatti — Chérif d'Abdoul-Medjid du 3 novembre 1839, ni le Hatti Houmayun du 10 février 1856, par lequel le sultan octroya à ses sujets une véritable charte des droits de l'homme, ni la constitution du 7 zihidjé 1293 (11-23 décembre 1876), ne réussirent à changer quoique que ce soit dans la vie intérieure de l'Empire Ottoman (4). Toute tentative de réforme se brisait à l'opposition, d'abord active, ensuite passive, des fanatiques et des privilèges qui restaient aussi fidèles au Koran qu'à leurs intérêts. Mais c'est surtout dans le domaine des formes agraires que l'esprit de routine avait eu beau jeu. La répartition du sol ayant été faite, autrefois, en vue d'assurer l'indépendance économique d'une classe militaire, les conditions juridiques des terres ayant été, primitivement, déterminées par la Chéri, l'autorité morale de la loi sacrée et celle de la

(4) Voyez Ch. Moravitz, op. cité, p. 16, 21 et 22.

force restèrent unies pour rendre illusoire toute idée de réforme agraire.

Immédiatement avant l'affranchissement bulgare, le sort de la propriété foncière était réglementé par la loi du 7 ramasan 1274 (21 avril 1868) qui distingue cinq catégories de terre, à savoir :

I. *Mulks*. — Terres dont la propriété appartient aux particuliers.

II. *Métroukés*.

III. *Miriés*.

IV. *Névates*.

V. *Mevkoufés*. — Terres consacrées à Dieu.

La catégorie *Mulk* comprend les terres sur lesquelles les particuliers ont un droit absolu de propriété ressemblant, à tout point de vue, au dominium ex jure quiritium romain. Les contrats, dont faisait objet un *Mulk*, étaient régis par la *Chéri*, aussi bien lorsqu'ils étaient passé entre musulmans qu'entre chrétiens. Il existait une seule exception en matière successorale où les non musulmans avaient conservé le droit de régler leur succession selon les principes de leur droit coutumier.

Dans la catégorie *Métrouké* entraient toute la superficie du sol appartenant à l'Etat et laissé à l'usage public.

Les terres *Miriées* appartenaient aussi à l'Etat, mais il en concédait la possession aux particuliers, se réservant seulement le domaine éminent (art. 3 de la loi du 25 avril 1868). Le droit de possession d'une *Mirié* est limité par l'obligation qui incombe à son titulaire de demander l'autorisation de l'Etat toutes les fois qu'il veut :

- A) Défricher une prairie ;
- B) Bâtir un immeuble sur la terre concédée ;

- C) Y planter des arbres ou des vignes ;
- D) Employer la terre pour en fabriquer des poteries ;
- E) L'échanger ;
- F) En disposer par testament.

Le fait de ne pas cultiver trois ans de suite la terre concédée entraînait la perte du droit de concession. Seuls les enfants mâles, l'époux et le frère pouvaient hériter des terres miriés.

Les *mévates* sont des terres d'Etat autre que les môtroukés et les miriés. N'étant ni concédées ni affectées à l'usage public, elles restaient incultes.

A la catégorie *Mevkoufé* appartenaient les vacoufs, ou terres consacrées à Dieu par leur affectation à des établissements pieux et à des œuvres d'utilité publique. On distinguait deux sortes de vacoufs :

A) Chéris ou légaux, réglementé par la législation religieuse ;

B) Haddis ou coutumiers, sanctionnés par la loi civile proprement dite.

Les premiers provenaient exclusivement des libéralités par lesquels les donateurs se dessaisissaient non seulement du droit de propriété mais aussi de la possession de leur terre. Les seconds avaient une double provenance : ils étaient acquis soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, et, dans les deux cas, le propriétaire primitif abandonnait d'abord la nu-propriété de la terre qu'il conservait, se réservant pour un temps déterminé sa possession avec un droit usufruit.

Tous les vacoufs étaient inaliénables.

Il aurait été très intéressant de savoir dans quel proportions les terres se répartissaient entre les cinq catégories juridiques, énumérées par la loi du 7 ramason

1274. Malheureusement, l'absence de toute statistique sérieuse, officielle ou privée, oblige les différents auteurs ayant traité de la question, à faire des évaluations extrêmement vagues et contradictoires (1). On peut affirmer, tout au plus, que cette répartition était très inégale et faite, pour ainsi dire, au rebours des intérêts agricoles. Les terres de la catégorie Mulk, seules laissées dans le commerce et à la libre appropriation privée, occupaient environ 1/5 de la superficie exploitable. C'est seulement cette faible partie du sol que les sujets Turcs pouvaient acquérir, aliéner, aménager et exploiter sans entraves d'aucune sorte, se laissant guider uniquement par leurs intérêts propres.

Aucune intervention d'ordre étatique n'étant jamais venu modifier législativement les groupements de terre mulks en propriété foncière distincte, les formes de ces dernières ont librement évoluées sous l'action des contingences historiques, économiques et sociales. Il n'en était pas de même pour les terres d'Etat de la catégories Mirié. Laisées à l'exploitation privée, en échange du paiement de la dime, elles étaient réparties entre les concessionnaires par des fonctionnaires spéciaux chargés, en outre, de certifier chaque possession dans un acte, appelé Tapou et portant la Tourga impériale. Comme nous l'avons indiqué plus haut, le possesseur d'une mirié ne pouvait changer le mode d'exploitation sans l'autorisation expresse de l'administration. L'Etat entendait avoir une politique agraire et conserver la

(1) D'après Moravitz, op. cité, p. 205 et suivantes, les terres dans le vilayet de Bagdad se répartissaient en catégories comme il suit : terres du gouvernement 30 0/0 de la totalité; terres de la liste civile 30 0/0; vacoufs 20 0/0 et mulks 20 0/0.

haute main sur la direction de la production agricole. On serait enclin à voir dans ce système une sorte de nationalisation du sol sui generis, rappelant les formules les plus hardies du socialisme agraire. En pratique, ce n'était qu'un simple moyen fiscal visant à l'augmentation du produit de la dime.

La nécessité de l'intervention administrative, toujours très difficile à mettre en mouvement, avait eu pour résultat de rendre immuable les modes d'exploitation anciennement adoptés et, surtout, d'empêcher le défrichement des prairies naturelles. Aussi les terres miriées, de beaucoup plus nombreuses que les terres mulks, leur étaient-elles inférieures au point de vue de la production agricole.

Lorsqu'on consacrait une Mulk ou une Mirië, elle se transformait en vacouf, de sorte que, les deux premières catégories alimentaient la catégorie Mevkoufé, dont l'étendue augmentait à leur détriment. Dès le XIII^e siècle, les Mosquées et les établissements d'utilité publique turcs commencent à accumuler des terres de plus en plus nombreuses (5). Au point qu'au XIX^e siècle, elles devinrent un véritable danger pour l'économie agraire. Inaliénables, de main morte, les vacoufs étaient, en outre, très mal administrés par d'innombrables Mutivélis (administrateurs généraux) et Nazirs (contrôleurs) relevant d'un Ministère spécial (Eykaf) (6). Les essais de sécularisation, faits en 1867 par la loi du 7 sepher 1285,

(5) La plupart des vacoufs provenaient de dons pieux. Les donateurs s'inspiraient des paroles du prophète selon lesquelles trois choses seulement ne périssent pas dans ce monde : La générosité, la science et les bonnes actions.

(6) La gestion des vacoufs était toujours défectueuse. Voir Th. Moravitz, op. cité.

puis en 1873, ne réussirent pas à diminuer la masse énorme des terres consacrées qui soustrayaient une notable partie de la superficie du sol à l'action directe de l'initiative privée.

Réunis ensemble, les vacoufs, les mulks et les miriès ne représentaient, en Turquie, même pas la moitié des terres exploitables. La plus grande partie du sol utilisables appartenaient aux catégories Mévate et Métrouké. La première, qui n'était pas d'étendue insignifiante, comprenait les terres incultes, mal exploitées et, généralement, très éloignées des agglomérations rurales ; dans la seconde entraient toutes les terres destinées à un usage public (7) et, entre autre, les *mérats*. Sous ce nom on désignait les vastes étendues de terres non défrichées, environnant les villes et les villages, sur lesquelles la population avait un droit collectif de pacage et d'affouage. D'après l'article 97 de la loi du 21 avril 1858, le défrichement des *Mérats* n'était pas permis. Dans cette défense, comme dans celle de défricher sans autorisation les prairies de la catégorie Mirié, se trahit le souci d'empêcher l'extension des terres cultivées et, par là, de réserver aux grands propriétaires fonciers une main-d'œuvre abondante et à bon marché (8).

Nous ne nous serions pas arrêtés longtemps sur la classification établie par la loi du 21 avril 1858, si la façon dont était réparti la superficie du sol exploitable, entre les différentes catégories juridiques, ne mettait en relief deux des traits caractéristiques de l'économie agraire

(7) Forêts, pâturages, étangs, etc...

(8) P. Théodoroff .— L'agriculture en Bulgarie avant l'affranchissement. La Revue de l'Association d'économie politique. Livres 7 et 8, Sofia 1915.

turque : d'une part, la faible étendue de la terre cultivée par rapport aux terrains incultes et aux prairies naturelles (Mérats) (9), d'autre part, l'existence des terres d'Etat qui restraignaient singulièrement la portion du sol laissé à libre expropriation privée. Le troisième fait caractérisant l'état de la répartition des terres en Turquie, était la prédominance de la grande sur la petite et moyenne propriétés foncières. Les origines des grands domaines terriens doivent être cherchées, d'abord, dans les anciens Timares et Ziamets, supprimés en droit au début de XIX^e siècle, mais dont beaucoup restèrent, en fait, entre les mains de leurs anciens titulaires, soit que ces derniers fussent trop puissants pour que l'on songe à les inquiéter, soit qu'ils eussent échappé au contrôle du pouvoir central qui s'affaiblissait au fur et à mesure que l'on s'éloignait de la Capitale vers la périphérie de l'Empire.

D'un autre côté, l'usurpation pure et simple de terres miriées ou l'acquisition des terres mulks au moyen de l'usure, contribuèrent aussi à la formation de ces domaines considérables qui englobaient, parfois, des villages entiers.

Les grands propriétaires fonciers, exclusivement musulmans, exploitaient leurs terres sous forme de *tchifliks* qui ne sont qu'une sorte d'unité d'exploitation agricole de dimensions variables. Les rapports juridiques qui s'y établissaient entre les paysans bulgares et les maîtres des Tchifliks variaient, non seulement d'une région à l'autre, mais très fréquemment et entre les différents

(9) Collas. — La Turquie en 1861. Page 252.

Tchifliks. Il est donc impossible de les énumérer tous. Pourtant, en les débarassant des particularités locales, on arrive à dégager les trois rapports juridiques fondamentaux suivants :

I° Le *métayage*.

II° Le *contrat* innomé qui fait du paysan le « Momak » du propriétaire foncier. Le « momak » s'engage, pour six mois ou un an, à travailler avec sa famille les terres du maître, en échange d'une rétribution en nature ou de la possession d'un lopin de terre que le propriétaire reprend à la fin du contrat (10).

III° Le *Kissimdjilak* qui est une sorte de contrat de fermage sorti des anciens rapports juridiques existant entre les spahis et leurs serfs. En outre le paiement du fermage, le « Kissimdji » s'obligeait à effectuer un grand nombre de travaux au profit du propriétaire foncier (11).

Dans tous les cas le paysan cultivateur était très mal rémunéré parce que, dans un pays exclusivement agricole, il devait choisir entre la famine et les conditions imposées par les propriétaires fonciers.

A côté de la grande, la moyenne et petite propriétés terriennes, dans la mesure (12) où elles existaient en Bulgarie, province turque, appartenaient indistinctement à des Turcs et à des Bulgares avec, toutefois, une prédominance marquée de l'élément musulman. Très souvent les petits propriétaires fonciers dépendaient économique-

(10) P. Théodoroff, op. cité, p. 502 et 503.

(11) P. Théodoroff, op. cité.

(12) Toute statistique fait défaut.

ment des tchiflikhtchis (les maîtres des tchifleks) qui, jouant le rôle de banquier, leur distribuaient des crédits à un taux d'intérêt usuraire. Les Bulgares, tous petits propriétaires, étant obligés de perdre le meilleur de leur temps en corvée au profit des tchiflikhtchi, ne réussissaient pas à travailler rationnellement leurs terres et finissaient par les vendre pour pouvoir payer les dettes contractées envers l'usurier.

CHAPITRE III

La répartition des terres en Bulgarie après l'année 1878

La guerre russo-turc de 1877-78 et la résurrection de l'Etat bulgare par le traité de Berlin du 13 juillet 1878 provoquèrent des changements profonds dans le sort des terres en Bulgarie. Il se produisit notamment :

- I. Une modification des conditions juridiques du sol.
- II. Un changement des propriétaires de la terre.
- III. Une transformation des formes agraires.

La modification des conditions juridiques du sol, résultat de la substitution de la législation bulgare à la législation turque, ne nous intéresse qu'indirectement et dans la mesure où elle a contribué à rendre propriétaire une partie des agriculteurs bulgares. La loi du 21 avril 1858, classant les terres dans l'Empire Ottoman en cinq catégories juridiques distinctes, a été abrogée définitivement par la loi générale sur « Les domaines, la propriété et les servitudes » du 27 janvier 1904. D'après l'article 20 de cette dernière loi, les terres peuvent appartenir « à l'Etat, aux départements, aux communes, aux établissements publics, aux personnes morales privées

et aux particuliers »: Leurs conditions juridiques varient avec la catégorie des domaines dont elles font partie.

Le domaine national, composé, d'une part, du domaine public inaliénable et imprescriptible, d'autre part, des domaines privés, aliénables, de l'Etat et des autres personnes morales publiques, comprend, désormais, les terres des anciennes catégories *Mévate* et *Mevcoufé* seulement. La constitution bulgare du 16 avril 1879 et la loi du 21 avril 1904 ne reconnaissant plus à l'Etat le droit de domaine éminent, tel qu'il était établi par la loi turque du 21 avril 1858, les terres de la catégorie *Mirié* cessent d'appartenir au domaine national. L'Etat abandonne sans indemnité son droit de nu-propriété au profit des possesseurs légitimes, les transformant, ainsi, en pleins propriétaires. Cette réforme, faite tacitement, sans qu'aucun texte législatif vienne la consacrer expressément, a eu une portée sociale et économique considérable, car, grâce à elle, la plupart des paysans bulgares devinrent maîtres absolus des terres qu'ils cultivaient, depuis de longues années, en qualité de simples concessionnaires de l'Etat.

Comme la catégorie *Mirié*, la catégorie *Mevkoufé* n'existe plus en droit bulgare. Le peu de vacoufs qui ont échappé à la sécularisation pendant et après la guerre de 1877-78, restent toujours inaliénables. Ils appartiennent directement aux communautés religieuses musulmanes, érigées en personnes morales publiques distinctes.

D'après les dernières évaluations statistiques, les terres en Bulgarie sont réparties, entre les différentes catégories de domaines, de la manière suivante :

CATÉGORIES DE POSSESSIONS	1897	1908	1897	1908
	Hectares	Hectares	% de la superf. totale	
de l'État	1.015.903.23	760.529.78	10.55	7.89
des départements	441.42	1.275.40	0.01	0.01
des communes	2.291.156.50	2.417.488.31	23.78	25.09
des écoles	67.796.09	69.210.04	0.70	0.72
des églises	13.121.88	14.413.65	0.14	0.15
des monastères	44.194.56	56.327.80	0.46	0.58
des mosquées et vakouf.	3.254.33	4.137.43	0.03	0.04
de la Banque Nat. Bul.	23.00	2.433.34	»	0.03
de la Banque Agr. Bul.	187.90	26.522.21	»	0.28
des diverses sociétés ..	112.32	4.296.12	»	0.05
des particuliers	3.977.557.72	4.625.786.90	41.28	48.01
Terres non exploitées..	2.220.801.05	1.652.099.02	23.05	17.15
TOTAL.. .. .	9.634.550.00	9.634.550.00	100.00	100.00

Le domaine de l'Etat comprend, surtout, des forêts, celui des communes, des pâturages.

Le changement des propriétaires de la terre se produisit par le fait de la guerre russo-turque. Pendant les hostilités une partie notable de la population musulmane quitta la Bulgarie pour aller se réfugier à Constantinople ou en Asie-Mineure. Les terres de ceux qui partirent sans esprit de retour furent soit vendues par leurs propriétaires à des Bulgares, soit abandonnées et, comme telles, devinrent propriétés de l'Etat en vertu de l'ordonnance du 14 octobre 1883. Une seule exception importante a été faite en ce qui concerne les terres sur lesquelles le gouvernement Turc avait installé, après la guerre de Crimée, des colons Tartares et Circassiens. La colonisation ayant été effectuée à la suite d'une expropriation forcée des Bulgares, la loi du 14 décembre

1880, restitua les terres abandonnées par les colons à leurs possesseurs primitifs.

Ceux des émigrés musulmans qui réintégrèrent leur foyer après le traité de Berlin, rentrèrent en possession de leurs terres après une vérification des titres de propriété qui permit de dépister les nombreuses usurpations faites, sous l'ancien régime, au détriment de la population bulgare et de l'Etat.

Aussi l'émigration de l'élément turc et les mesures législatives qui l'ont suivi, eurent-elles pour conséquences un déplacement considérable du droit de propriété sur la terre au profit de l'élément bulgare.

La transformation des formes agraires en Bulgarie avait commencée vers la fin de la domination turque avec la disparition, au courant du XIX^e siècle, des timares et des ziamets qui entraîna, dans une certaine mesure, le morcellement des grands domaines terriens en petites exploitations agricoles indépendantes. Mais c'est l'affranchissement politique qui accentua cette évolution et, en l'achevant, donna la physionomie définitive de l'économie agraire bulgare.

Les tchifliks existant encore au moment de la guerre de 1877-78, et dont les terres étaient considérées comme appartenant à la catégorie Mulk, se trouvaient groupés, surtout, dans les provinces de Macédoine, de Debroudja, de la Bulgarie du Sud-Ouest, formant actuellement les départements de Sofia et de Kustendite, et dans la Bulgarie du Sud-Est, aujourd'hui département de Bourgas. Abstraction faite de la Macédoine et d'une partie de la Dobroudja, qui n'entrent pas dans les frontières actuelles de l'Etat Bulgare, le nombre des tchifliks dans les autres provinces diminua, une première fois, à cause même de

la disparition de certains Beys usurpateurs dont les terres furent rachetées ou reprises par les paysans et, une seconde fois, grâce à l'application de la loi sur « L'amélioration de l'état de la population agricole habitant les terres des tchifliks », du 12 décembre 1880, modifiée par les lois du 24 décembre 1883, du 28 janvier 1885, du 1^{er} juillet 1886 et du 15 décembre 1890. Cette loi, dont le titre n'exprime pas avec précision l'objet, vise directement à l'achat des grandes propriétés foncières et à leur partage entre les populations qui y travaillent. Son article 3 déclare propriétaire des terres qu'elle a cultivé, toute personne habitant dans les limites d'un tchifliks. Ceux, précise l'art. 4, qui ont cultivé dix ans de suite la même terre en deviennent propriétaire de plein droit; tandis que, d'après l'art. 5, celui qui a travaillé successivement plusieurs terres faisant partie d'un même domaine, ne peut en recevoir qu'une, suffisamment grande pour qu'il en tire les revenus nécessaire à l'entretien de sa famille.

Les prairies et les pâturages de chaque tchifliks, ainsi partagé, sont affectées à l'usage collectif de tous les bénéficiaires de la loi, y compris les anciens propriétaires du grand domaine, lorsqu'il leur reste encore des terres après que les paysans ont reçu celles qui doivent leur être attribuées en vertu des art. 4 et 5.

L'indemnité d'expropriation était payée provisoirement par l'Etat qui devenait, à son tour, créancier des nouveaux propriétaires. Quoique, faute de ressources financières, la loi du 12 décembre 1880, dût avoir une application restreinte, limitée aux tchifliks situés dans les départements de Sofia et de Kustendil, son exécution n'en contribua pas moins à rendre infime l'importation.

tance de la grande, par rapport à la moyenne et petite propriétés foncières. En effffet, une première enquête, faite en 1897, sur la répartition, en catégorie de propriétés, et d'après la superficie possédée, des terres appartenant aux particuliers, relève l'état suivant :

SUPERFICIE des Propriétés	1897				
	NOMBRE total des Propriétés	DONT		Superficie totale des propriétés	
		locales (1)	non locales (2)	en parcelles	en hectares
de 0 à 1/2 h.	166.765	65.870	100.895	248.129	41.651,4
de 1/2 - 1 »	90.508	35.256	53.252	247.229	67.299,7
de 1 - 2 »	106.373	59.735	46.638	547.747	156.701,7
de 2 - 3 »	75.100	54.841	20.259	653.469	187.303,5
de 3 - 4 »	60.061	49.637	10.424	693.286	209.742,0
de 4 - 5 »	50.222	44.093	6.129	684.696	225.745,6
de 5 - 7,5 »	92.515	85.177	7.338	1.491.535	570.004,1
de 7,5 - 10 »	56.486	50.418	3.068	1.050.814	488.323,7
de 10 - 15 »	55.503	53.018	2.485	1.174.368	672.052,9
de 15 - 20 »	22.095	21.108	987	524.970	379.172,6
de 20 - 30 »	14.911	14.112	799	394.376	358.664,0
de 30 - 40 »	4.338	4.017	321	124.593	148.463,4
de 40 - 50 »	1.770	1.593	177	54.391	78.785,9
de 50 - 100 »	1.993	1.591	402	61.798	133.886,2
de 100 - 200 »	606	428	178	19.001	82.600,2
de 200 - 300 »	155	96	59	5.900	37.779,3
de 300 - 500 »	100	56	44	3.575	42.736,4
de plus de 500 »	87	38	49	2.413	96.644,7
TOTAL...	799.588	546.084	253.504	7.982.291	3.977.557,7

(1) Dont les propriétaires habitent la même localité.

(2) Dont les propriétaires habitent une autre localité.

Dix ans plus tard, d'après une seconde et dernière (3) enquête, ayant le même objet, la répartition des terres s'est modifiée, comme il suit :

(13) La guerre européenne de 1914-1918 a empêché la poursuite régulière des statistiques décennales officielles.

SUPERFICIE des Propriétés	1908				
	NOMBRE total des propriétés	D O N T		Superficie totale des propriétés	
		locales	non locales	en parcelles	en hectares
de 0 à 1/2 h.	180.304	73.609	106.695	265.626	46.231,7
de 1/2 - 1 »	113.446	47.337	66.109	285.682	83.748,2
de 1 - 2 »	131.148	72.472	58.677	605.779	191.587,7
de 2 - 3 »	86.500	72.178	24.322	710.327	214.945,0
de 3 - 4 »	68.346	56.026	12.320	786.705	238.506,7
de 4 - 5 »	57.772	50.763	7.009	821.613	259.584,8
de 5 - 7,5 »	106.598	98.142	8.456	1.845.748	657.316,2
de 7,5 - 10 »	67.512	64.129	3.383	1.394.259	584.501,1
de 10 - 15 »	67.610	65.021	2.589	1.595.903	818.669,3
de 15 - 20 »	26.718	25.658	1.060	710.933	458.308,8
de 20 - 30 »	17.304	16.467	837	507.007	412.393,1
de 30 - 40 »	5.017	4.611	406	163.618	171.559,0
de 40 - 50 »	1.933	1.728	205	65.223	86.200,8
de 50 - 100 »	2.223	1.769	454	77.891	147.892,2
de 100 - 200 »	592	421	171	22.507	79.744,4
de 200 - 300 »	154	999	55	7.031	37.543,4
de 300 - 500 »	99	46	53	4.502	37.391,9
de plus de 500 »	91	36	55	4.165	99.761,8
TOTAL.....	933.367	640.511	292.856	9.876.519	4.625.786,8

Les chiffres des deux tableaux précédents, évalués en % des totaux et comparés, se présentent de la sorte :

SUPERFICIE DES PROPRIÉTÉS			Pour cent					
			PROPRIÉTÉS		PARCELLES		HECTARES	
			1897	1908	1897	1908	1897	1908
de 0 à 1/2 hect...			21	19	3	3	1.0	1.0
de 1/2 à 1 — ..			11	12	3	3	1.7	1.8
de 1 à 2 — ..			13	14	7	6	3.9	4.2
de 2 à 3 — ..			9	9	8	7	4.7	4.6
de 3 à 4 — ..			8	8	9	8	5.3	5.2
de 4 à 5 — ..			6	6	8	8	5.7	5.6
de 5 à 7,5 — ..			12	12	19	19	14.3	14.2
de 7,5 à 10 — ..			7	7	13	14	12.3	12.6
de 10 à 15 — ..			7	7	15	16	16.9	17.7
de 15 à 20 — ..			3	3	6	7	9.5	9.9
de 20 à 30 — ..			2	2	5	5	9.0	8.9
de 30 à 40 — ..			1	1	2	2	3.7	3.7
de 40 à 50 — ..			0.22	0.21	1	1	2.0	1.9
de 50 à 100 — ..			0.25	0.24	1	1	3.4	3.2
de 100 à 200 — ..			0.08	0.06	0.24	0.23	2.1	1.7
de 200 à 300 — ..			0.02	0.02	0.07	0.07	1.0	0.9
de 300 à 500 — ..			0.01	0.01	0.04	0.05	1.1	0.8
de plus de 500 — ..			0.01	0.01	0.03	0.04	2.4	2.2
TOTAL.. ..			100	100	100	100	100	100

Donc, en 1897, les 3.977.757 hectares de terre appartenant aux particuliers, étaient partagés entre 799.568 propriétés distinctes et morcellés en 7.982.291 parcelles, dont 546.084 locales et 253.504 non locales. En 1908, la même catégorie de terre, augmentée de 625.786 hectares nouveaux, représente une superficie de 4.625.786 hectares partagés entre 835.367 possessions et morcellés en 9.876.519 parcelles, dont 646.511 locales et 292.856 non locales. Dans cet intervalle de 10 ans, la superficie moyenne d'une possession passe de 4.97 hectares à 4.96 hectares, tandis que le nombre moyen de parcelles composant une possession a été, respectivement, de 10 à 11 parcelles. L'importance des différentes catégories de propriétés établies d'après la grandeur de leur superficie, a varié ainsi :

CATÉGORIES des Propriétés	% DE LA SUPERFICIE TOTALE DES PROPRIÉTÉS	
Hectares	1897	1908
Jusqu'à 2	6.6	7
de 2 à 10	42.3	42.2
de 10 — 30	35.4	36.5
de 30 — 100	9.4	8.8
de plus de 100	6.6	5.5
TOTAL.....	100	100

Il ressort, des données statistiques exposées plus haut, que la propriété foncière en Bulgarie se caractérise par :

1° La prédominance absolue de la petite et moyenne propriété,

2° Le parcelllement excessif de la terre cultivée,

3° La grande dispersion des parcelles.

En outre, l'évolution de l'économie agraire accuse, d'une part, une tendance de diminution de la superficie

moyenne d'une propriété, d'autre part, une augmentation du parcellement des propriétés.

Les personnes propriétaires du sol sont, d'après l'enquête officielle de 1908, au nombre de 703.593. Entre les propriétaires fonciers, la terre exploitée se distribue, en nombre de propriétés, d'hectares et de parcelles, selon la grandeur de la superficie de chaque propriété distincte, comme suit :

SUPERFICIES: ou HECTARES		NOMBRE des propriétaires	NOMBRE des Possessions	NOMBRE des Parcelles	NOMBRE des Hectares
Jusqu'à	1/2 h.	88.304	99.755	139.834	22.024
de	1/2 à 1 »	56.916	72.479	170.653	42.283
de	1 — 2 »	79.829	93.596	439.290	118.170
de	2 — 3 »	64.529	80.517	595.297	161.030
de	3 — 4 »	57.457	75.071	714.454	200.912
de	4 — 5 »	51.872	70.054	782.143	233.309
de	5 — 7 1/2 »	102.483	143.883	1.872.678	633.421
de	7 1/2 — 10 »	69.173	101.299	1.488.072	598.958
de	10 — 15 »	72.333	110.214	1.786.210	876.709
de	15 — 20 »	29.467	46.772	824.284	705.777
de	20 — 30 »	19.704	33.610	614.294	470.331
de	30 — 40 »	5.710	10.351	199.439	195.242
de	40 — 50 »	2.290	4.403	85.770	101.793
de	50 — 100 »	2.477	5.371	102.037	163.683
de	100 — 200 »	679	1.724	33.389	90.796
de	200 — 300 »	156	400	10.718	37.443
de	300 — 500 »	116	359	6.250	43.576
de	plus de 500 »	90	344	8.658	111.488
TOTAL.....		703.593	931.307	9.865.150	4.606.929

La superficie moyenne d'une propriété foncière est de 6,5 hectares et l'étendue moyenne d'une parcelle, de 0,4 hectare.

Si nous classons les terres et les propriétaires en groupes, d'après la grandeur des propriétés, nous obtenons les résultats suivants :

SUPERFICIE DES PROPRIÉTÉS	Nombre des hectares en % de la totalité	Nombre des propriétés en % de la totalité
De 0 à 2 hectares (Très petites propriétés)	4	32
De 2 à 10 hectares (Petites propriétés)	40	49
De 10 à 30 hectares (Propriétés moyennes)	39.6	18.9
De 30 à 100 hectares (Grandes propriétés)	10.06	
De plus de 100 hectares . . (Très grandes propriétés)	6.34	0.1

Ce dernier tableau montre que la petite et moyenne propriété foncière, qui occupent ensemble 79,6 p. cent de la superficie des terres appartenant aux particuliers, constituent la base de l'économie agraire bulgare. La grande propriété, considérée comme telle à partir de 30 hectares et jusqu'à 100 hectares, n'englobe qu'un dixième de la superficie et encore faut-il remarquer qu'elle se compose pour les deux tiers environ des domaines forestiers. Il en est de même de la très grande propriété foncière en Bulgarie apparaît, surtout, quand on la due des terres, y compris les exploitations forestières privées. L'importance insignifiante de la très grande propriété foncière en Bulgarie apparaît surtout quand on la compare avec celle qu'elle a dans quelques autres pays. A savoir: en Roumanie les domaines de plus de 100 hect. occupent 47,54 % de la superficie des terres exploitées; en Allemagne les domaines de plus de 100 hectares, les forêts non comprises, occupent 24 % de la superficie totale; en France, les propriétés de plus de 40 hectares, y compris les forêts, représentent 45,55 % des terres exploitées.

Pays de petite et moyenne propriété terrienne, la Bulgarie l'est aussi de petite et moyenne exploitation agricole directe. Si nous répartissons, d'après leurs grandeurs, et dans les mêmes cinq catégories que précédemment, toutes les exploitations revêtant la forme du faire-valoir, nous aurons, approximativement, les données suivantes :

Exploitations	Nombre	Hectares
Très petite, jusqu'à 2 hectares.....	80.000	120.000
Petites, de 2 à 10 hectares.....	320.000	1.863.000
Moyennes, de 10 à 30 hectares.....	90.000	1.330.000
Grandes, de 30 à 100 hectares.....	4.500	203.000
Très grandes, de plus de 100 hectares..	450	85.000
Total	494,950	3,601,000

Depuis 1908, la répartition des terres en propriétés et en exploitations n'a subi que de très faibles modifications et cela dans le sens de la disparition progressive des grandes propriétés. Y ont contribué : le jeu normal de la loi successorale de 1906 qui, quoique réservant les deux tiers des terres aux enfants mâles, ne connaît pas le majorat; l'annexion par la Roumanie, en 1913 puis en 1918, de la plus grande partie de la Dobroudja où se trouvaient groupées 329 propriétés de plus de 100 hectares. La grave crise économique, provoquée par la guerre européenne, n'ayant atteint que très légèrement les principaux détenteurs de la terre, les paysans, n'a pas eu d'influence directe sur les formes agraires déjà existantes.

CHAPITRE IV

La production agricole en Bulgarie

Etant donné les formes agraires, telles que nous les avons exposées dans le chapitre précédent, quelle est la production agricole en Bulgarie?

En 1921, la production agricole générale se présentait de la sorte :

Cultures	Hectares ensemencés	Quintaux
1. Céréales	2,129,904	17,516,932
2. Plantes indust. et oléagin.....	51,376	1,412,782
3. Grains potagers	54,745	311,432
4. Pommes de terre	7,999	282,996
5. Jardinage	27,130	120,365,023
6. Légumes	10,156	514,913
7. Plantes four.....	492,240	8,189,905
8. Vignes	45,060	1,060,958
9. Jardins fruitiers	10,418	448,964
10. Jardins mûriers	2,378	109,697
11. Roseaies	5,593	48,358
Total	2,837,399	
Jonchères	821,210	

Ce tableau montre que les céréales sont l'élément principal de la production agricole bulgare. Leur culture occupe presque la totalité de la terre labourée et, par conséquent, c'est leur récolte qui détermine le rendement du sol.

Pour les années 1922 et 1923, la récolte des céréales s'exprime dans les chiffres suivants :

CULTURES	1922			1923		
	Terres ensemencées	RENDEMENT		Terres ensemencées	RENDEMENT	
		Total	Moy. par hect.		Total	Moy. par hect.
	Hectares	100 kilogs		Hectares	100 kilogs	
Froment.....	900.726	10.261.487	11.4	932.157	9.858.479	10.6
Seigle.....	178.915	1.893.201	10.6	171.998	1.743.155	10.1
Méteil.....	88.152	1.133.607	12.9	94.736	1.090.606	11.5
Orge.....	216.144	2.599.919	12.0	220.027	2.408.609	10.9
Avoine.....	142.329	1.327.279	9.3	149.800	1.233.653	8.9
Epautre.....	7.898	89.709	11.2	7.295	60.686	8.3
Millet.....	5.497	61.710	11.2	7.276	81.137	11.1
Maïs.....	531.342	3.931.808	7.4	552.008	6.824.414	12.4
Riz.....	2.742	36.042	13.1	3.455	51.334	14.9

Le rendement moyen, pour les deux années consécutives, a été, respectivement, de 11,1 quintaux et de 10,95 quintaux. En comparant ces chiffres avec ceux exprimant le taux du rendement moyen par hectare, pour la période 1910-1919, dans quelques autres pays, nous obtenons le tableau suivant :

Danemark	32,6
Belgique	25,7
Pays-Bas	24,5
Allemagne	21,3
Grande-Bretagne	21,2
Suède	21,1
Suisse	21,0
Norvège	16,1
Autriche	13,6
Hongrie	18,8
Roumanie	12,2
Bulgarie	11 (environ)

Il ressort nettement, de cette comparaison, que le rendement de la culture des céréales en Bulgarie est un des plus faibles. Ce fait prend une importance considérable lorsqu'on tient compte que les produits de la

terre sont la richesse principale du pays, comme le montre le tableau des principaux articles faisant l'objet du commerce d'exportation bulgare :

Pour l'année 1920	Tonnes	Millions de levas
Tabac non fabriqué	29,025	1,169
Froment	104,897	856
Maïs	56,271	327
Orge	28,566	172
Seigle	10,363	73
Avoine	5,200	30
Farine de froment	19,774	199
Cocons de vers à soie	272	115
Œufs	5,829	483
Haricots secs	23,885	182
Fromage	795	91
Essence de rose	2,9	63
Peaux brutes	1,212	75

L'augmentation du rendement de la terre est d'intérêt vital pour un pays dont la balance commerciale et même la balance des comptes — car les exportations invisibles et les placements à l'étranger sont presque nuls en Bulgarie — sont influencées principalement par les produits du sol. Les causes de ce faible rendement ne doivent être cherchées ni dans les facteurs physiques : l'orographie, le climat, la qualité du sol qui, nous l'avons vu, sont particulièrement propices à l'agriculture, ni dans les facteurs humains : la main-d'œuvre et l'activité du travailleur, qui ne sont pas défavorables. L'infériorité du rendement est due, nous semble-t-il, au grand morcellement des terres en Bulgarie, à leur parcellement excessif d'une part, d'autre part, au manque de capitaux, sous toutes leurs formes, et d'un enseignement technique approprié. Si les incon-

vénients du parcellement excessif sont partout et unanimement reconnus, ceux du grand morcellement des terres sont très discutés. On invoque au profit de la grande propriété terrienne, les avantages suivants : le propriétaire a la possibilité d'avoir une plus grande instruction technique, financière et commerciale; possibilité d'avoir des capitaux, d'obtenir une meilleure division de travail, d'employer des machines et bâtiments modernes, de se servir d'engrais. Mais on répond que la petite propriété a aussi ses avantages et notamment : une plus grande intensité du travail; meilleure surveillance, plus grand soin; exécution des travaux en temps opportun. Il est à remarquer que la plupart des avantages attribués à la grande propriété découlent de la possibilité où se trouve le grand propriétaire foncier d'avoir une meilleure instruction technique et de posséder plus de capitaux. Or, la petite propriété n'est pas privée de ces deux éléments de prospérité — l'instruction technique du propriétaire et l'abondance des capitaux — par un vice inhérent à sa nature et partant inséparable d'elle, comme il en va de l'impossibilité d'obtenir une grande division du travail. Au contraire, c'est une question d'organisation financière et sociale qu'il suffit de résoudre, en trouvant les moyens de mettre l'instruction et le capital à la disposition des propriétaires, pour que la petite propriété accuse les mêmes avantages que la grande, tout en évitant ses défauts. La solution de cette question, comme la pratique le montre, peut être obtenue au moyen de l'intervention bienveillante de l'Etat et de la coopération. Plusieurs pays de petites propriétés terriennes (Hollande, Danemark, Belgique, etc.) sont parvenus à un rendement

supérieur, dans culture des céréales, en mettant à la portée des plus petits propriétaires fonciers, au moyen de la coopération, souvent encouragée par l'Etat, des engrais, des machines, des bâtiments communs, des services d'agronomes, etc. En Bulgarie, l'Etat a, de bonne heure, encouragé directement et indirectement l'agriculture. La coopération agricole, introduite plus tard, a reçu ces dernières années une extension considérable, mais son développement est encore trop récent pour qu'on puisse constater les résultats que l'on attend d'elle.

Actuellement, il fonctionne dans le pays une banque agricole bulgare, fondée en vertu de la loi du 31 décembre 1903 avec les capitaux réunis des anciennes caisses d'utilité publique, dites caisses urbaines, dont l'origine remonte à 1863 (1).

Cette institution de crédit, la première de grande envergure qui ait été mise au service de l'économie rurale nationale, est encore aujourd'hui l'axe principal autour duquel gravite la coopération agricole bulgare. En 1923, la Banque Agricole Bulgare avait un capital (1) global (de fondation, de réserve, et fonds pour les couvertures des pertes) s'élevant à 366,5 millions de lévas. Elle a reçu, au courant de la même année, des dépôts d'une valeur de 1283 millions de lévas et effectué des placements se chiffrant par 1.532,5 millions

(1) C'est Midhat Pacha, le gouverneur du Vilayet du Danube, qui est le promoteur des caisses urbaines. Dans son esprit, elles devaient fonctionner avec l'aide de tous les agriculteurs, en vue d'arracher ces derniers à la tyrannie de l'usure qui anéantissait l'agriculture. Le taux usuraire variait de 60 à 500 %.

(1) Le capital de la banque appartient au peuple et la propriété en est indivisible.

de levás. Les principales catégories de placements ont été, pour l'année 1923, les suivantes :

1. Prêts sur billets à ordre	327,5 mil. de lev.
2. Prêts sur gages	395,0 mil. de lev.
3. Prêts sur hypothèques	167,5 mil. de lev.

Ces données, en mettant en relief l'importance des prêts sur gages et des prêts hypothécaires, montrent le vrai aspect du crédit agricole bulgare, envisagé au point de vue de sa forme.

Pendant les premiers deux ans de son existence, la Banque agricole bulgare dut vite s'apercevoir que ces crédits n'allaient pas à leurs destinations normales, faute d'un contrôle efficace impossible à réaliser sérieusement sur les innombrables débiteurs petits propriétaires. C'est alors que la Banque dut chercher un système qui permit une plus grande décentralisation dans la distribution des crédits, en remettant, progressivement, les soins du service et sa surveillance à la population elle-même. De cette façon, la Banque agricole de Bulgarie fut amenée à fonder, contrôler et guider les associations coopératives agricoles. Sous les auspices de la Banque fut créé, en 1907, la première fédération des coopératives agricoles qui resta sous son contrôle jusqu'à 1912, date à laquelle fut fondée la Banque coopérative centrale — institution de crédit public — qui reçut la mission de se substituer à la Banque agricole dans la haute surveillance des 576 associations de coopérations existantes. Vers la fin de 1920, la Banque coopérative centrale n'ayant été à même de distribuer que 65.000 levás de crédit à chacune des 744 associations coopératives en fonction, ses services furent jugés insuf-

• fisants et le contrôle des coopératives lui fut enlevé, par la Banque agricole bulgare, en 1921.

Le développement des associations coopératives, pour la période de 1920-1923, a été le suivant :

Catégorie	1920	1921	1922	1923
Coopér. de crédit à resp. illimité.	730	780	859	904
Coopér. de crédit à resp. limité.	2	1	2	1
Syndicats agricoles	0	25	31	36
Coopératives de tabac.....	3	10	12	20
Coopératives de production.....	2	6	18	31
Coopératives de consommation ..	6	13	24	26
Centrales	1	2	2	2
Total	744	838	948	1.020

Pour l'année 1923, 1.007 de ces coopératives, englobant 130.032 exploitations agricoles, avaient distribué à chacune de ces dernières un crédit moyen de 3.246 lévas. En dehors des 1.020 coopératives financées et guidées par la Banque agricole de Bulgarie, il existait, en 1923, 1120 autres coopératives indépendantes dont la plupart intéressait, plus ou moins directement, l'économie rurale nationale.

Quant à ce qui concerne l'instruction technique de la population agricole, c'est l'Etat qui s'en est érigé dispensateur en créant des écoles spéciales d'agriculture, de viticulture, etc... Les faibles résultats obtenus jusqu'aujourd'hui de ces institutions d'enseignement agronomique s'amélioreront lorsque, l'exploitation agricole devenue plus intensive, on sollicitera davantage les services de leurs élèves.

On est amené à constater, de ce qui précède, que la Bulgarie a trouvé, dans l'intervention de l'Etat et dans

la coopération, le remède contre les principaux inconvénients que présente le grand morcellement des terres. Il est permis d'espérer que, grâce au développement de l'œuvre coopérative, on viendra bientôt à intensifier la production agricole en mettant à sa disposition des crédits abondants, des débouchés nouveaux et une direction éclairée.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Bref aperçu de la question agraire en Europe

La terre, étant, de par sa nature, un bien limité en général et plus spécialement dans les frontières d'un Etat, a été très vite et très souvent l'objet d'accaparement. Ce fait économique-social a choqué de tous les temps certaines consciences et le sentiment instinctif, auquel obéissent les peuples primitifs, en reconnaissant à tout homme un droit naturel d'occuper une portion du sol pour en tirer sa subsistance en travaillant. Il est loin d'être éteint.

Toutefois, pour trouver des attaques dirigées directement contre l'accaparement du sol, il faut arriver au commencement du XVII^e siècle, lorsque, en Angleterre, les moutons finissent par exproprier les Yeomen dont la situation empire avec la pratique des Enclosures acts et des Settlements. Si l'on néglige Thomas Morus, dont l'utopie vise au communisme intégral, il faut commencer par mentionner Campanella qui ouvre le feu, vers 1607, avec son ouvrage *Civitas Soli*, suivi bientôt par Ludovic Vives (2), Harrigton (3) et J. Wimstanley. Ce dernier, poursuivi par Cromwell comme membre du parti des Niveluces, formés pendant la Révolution

(1) M. de Laveley, — La propriété et ses formes primitives.

(2) De *Communione Rerum* (1625).

(3) *L'Océana*.

de 1648, publiée en 1649 « *The Law of Freedom in a Platform* » où il était dit que la terre est indispensable à l'homme pour qu'il puisse travailler et vivre et que l'appropriation du sol par quelques uns prive les autres de leurs moyens d'existence. S'inspirant de Morus, Winstonley expose une théorie de communisme général mais en ce qui concerne l'expropriation de la terre se sépare du précédent et considère que chaque individu, désirant en posséder, doit en recevoir gratuitement et peut la garder comme sa propriété. Ainsi, avec Wistanley, se dessinent pour la première fois les deux tendances principales du mouvement agraire, non seulement en Angleterre, mais dans l'Europe entière. L'une radicale, l'autre, plus pratique, se contentant de demander la disparition de l'accaparement du sol et son partage entre ceux qui le travaillent.

A la fin du XVII^e siècle, Locke fournira à la dernière tendance des arguments solides lorsque, contrairement aux Pères de l'Eglise qui considéraient la propriété privée comme une pure création du droit civil, il essaiera de donner le travail pour base à cette institution juridique. « Un champ de friche n'est rien », conclut-il, « il ne devient quelque chose que par le travail humain; il appartient donc à celui qui l'aensemencé et fécondé ». (4)

Au XVIII^e siècle, avec les Physiocrates en France, l'agriculture devient « le premier des arts, celui qui peut se passer de tous les autres, tandis que les autres ne sauront se passer de lui » (5) et l'on s'occupe beau-

(4) *Two treatises of Government*, p. 207, § 40.

(5) Couquillon.

coup de la propriété foncière. Mais les systèmes développés n'ont rien de scientifiques. Morelly s'attaque principalement à la propriété du sol, sans toutefois négliger l'autre, et leur reproche de pervertir l'humanité. (6)

Au début de la Révolution française, qui devait donner le coup de grâce à la propriété latifundiaire en France, augmentait sensiblement le nombre des propriétés paysannes et proclamait la liberté du travail, « il n'y a pas de question de partage égal des terres ou de leur socialisation. (7) C'est à partir de 1791 que l'on commence à parler des lois agraires, de la limitation du droit de la propriété foncière, d'un maximum, etc., mais tout cela reste de pures manifestations verbales. (8) Pendant ce temps, en Angleterre, où la grande propriété subsistait toujours, apparaissent une série de systèmes tendant tous à l'expropriation des landlords; se contredisant seulement sur la façon dont le sol doit être possédé. Tandis que Thomas Spence (9) préconise l'expropriation des landlords au profit des paroisses, qui se chargeraient d'affermier les terres, moyennant un fermage modéré, allant alimenter les caisses publiques, William Ogilvie, influencé par Locke et Adam

(6) Morelly : Code de la nature. — Mably : Doutes sur l'ordre naturel des Sociétés.

(7) M. Aulard : Les Origines du Socialisme français (Revue de Paris), 15 août 1899.

(8) L'abbé de Tournaud a proposé une solution originale de la question agraire qui consiste dans l'appropriation de la terre par l'Etat et sa distribution égale, en possessions viagères, aux citoyens.

(9) « De la façon d'administrer la propriété foncière de la nation comme propriété commune, au moyen des sociétés paroissiales en divisant la rente » (1775).

Smtih, part, pour édifier son système agraire, de l'idée que les hommes ont deux droits imprescriptibles, à savoir, droit au sol et droit au produit de leur travail. Il voudrait que tout citoyen, âgé de vingt et un ans, eût le droit de choisir, lui même, une parcelle de terre, suffisante pour nourrir sa famille et de se l'approprier, s'il promet de la cultiver personnellement, en payant une indemnité au propriétaire et au fermier au cas où il y en a, un. (10) Avec Ricardo (11) et sa théorie de la rente, la question agraire prend un caractère plus scientifique. Au lieu de demander le partage de la grande propriété foncière, la doctrine, se basant sur l'idée de « Inearned increment », élabore des théories, nettement hostiles à la propriété privée du sol en général, qui prendront le nom de socialisme agraire. Parmi les ssocialistes agraires, les uns, considérant la rente foncière comme la cause unique de la misère, recommandent à l'Etat de la confisquer au profit de la collectivité. Dans ce sens, l'américain Henry Georges est le plus célèbre pour son petit livre « Progrès et pauvreté » qui donna naissance à une véritable agitation politique menée en Angleterre par la « English restoration league ». (12)

(10) Le système de W. Ogilvit, exposé dans son « Essai sur la propriété foncière » (1782), admet que l'on possède plus de terre qu'il n'en est strictement nécessaire, mais à condition que le surplus soit taxé d'impôts dont le lopin nécessaire est exempt. On remarquera certaines similitudes frappantes entre cette théorie du XVIII^e siècle et les principes fondamentaux de la loi Bulgare du 9 mai 1921.

(11) « Les principes de l'Economie politique et l'impôt. »

(12) Aujourd'hui la même campagne est menée par la « English league for taxation of land ».

Un autre groupe de socialistes agraires, se rapprochant plus des socialistes tout court, demande la nationalisation du sol. Tel Gossen (13) qui, en 1853, réclame le rachat de la terre par l'Etat avec indemnité, afin d'obtenir un maximum de productivité agricole, ou Walras qui, désireux de voir se réaliser parmi les hommes l'égalité des conditions tout en sauvegardant l'inégalité **des positions**, espère atteindre ces résultats en attribuant à l'Etat le droit exclusif de la propriété foncière et la jouissance de la rente.

Le socialisme lui-même, et plus spécialement le socialisme Marxiste, ne néglige point de considérer la nationalisation du sol comme le corollaire nécessaire à l'expropriation de tous les moyens de production et, en général, du capital. Cependant, au fur et à mesure que les disciples de Marx entraient en plus étroit contact avec les masses paysannes, ils eurent vite fait de s'apercevoir que les travailleurs de la terre aspiraient à autre chose qu'à la nationalisation du sol. Karl Kautzky dut reconnaître certains démentis infligés à la doctrine marxiste par la vitalité de la petite propriété foncière en face de la propriété latifundaire. Après les congrès socialistes de Francfort et de Breslau, cet auteur, en résumant la nouvelle politique agraire socialiste, proclame la tolérance de la petite propriété paysanne et entreprend même de l'encourager. (15)

(13) Gossen : « Entwicklung der gazetze des menschlichen Verkerhrs ».

(14) Walras : « Leçon sur la Théorie générale de la société », faite en 1867.

(15) K. Kautzky : « La politique agraire de la sociale démocratie » (1898-99).

Si, maintenant, on voulait classer les différentes théories agraires, selon le mode d'appropriation du sol qu'elles préconisent, on pourrait établir les groupes suivants :

1° Théories communistes, considérant la nationalisation du sol comme une étape nécessaire dans l'opération générale de l'expropriation des moyens de production et de l'abolition de la propriété privée. (Platon, Thomas Morus, les socialistes utopistes, les socialistes marxistes).

2° Théories réclamant l'abolition de la propriété privée du sol seulement.

3° Théories de la confiscation de la rente foncière (Henry George).

4° Théories basant le droit de propriété foncière sur le travail (Locke, Ogiolvie, Wallace, etc...).

De toutes ces théories, dont s'est enrichi, au cours des siècles, la doctrine économique, seules celles du dernier groupe paraissent avoir été destinées à trouver, en fait, un terrain propice à leurs réalisations. C'est dans les colonies anglaises d'Australie et de Nouvelle-Zélande que furent inaugurées les premières réformes agraires modernes. L'Angleterre elle-même, émue par l'agitation du socialisme agraire, qu'Henry George vint propager personnellement, adopta une politique agraire nettement hostile à ce qu'on peut appeler le landlōrdisme, considéré comme une iniquité sociale désormais anachronique. Dès 1870, un land act, concernant l'Irlande, vint restreindre sensiblement la liberté d'action des landlōrds anglais vis-à-vis des fermiers irlandais.

dais (16). En 1887, le parlement anglais, sentant la nécessité, en quelque sorte, de jeter du lest, vote la loi sur les Allotements qui est suivie, en 1892, par celle de Small Holdings ou petites tenures. On essaie de créer de petits propriétaires et de petits possesseurs fonciers, afin de barrer la route à l'idée de la nationalisation du sol. En 1907, intervient le Small Holding and Allotment act, conçu dans un sens plus radical, autorisant l'expropriation, à l'amiable ou forcée, des landlords par les conseils locaux qui doivent partager la terre entre les citoyens en petites tenures d'une superficie de 50 ares au plus.

De l'Angleterre, l'idée de la réforme agraire se propage dans tous les pays de l'Europe où l'accaparement de la terre par un nombre infime de propriétaires provoquait un déséquilibre social. En 1893 et en 1903 des agitations paysannes sont provoquées en Italie par le taux élevé des fermages. L'Allemagne trouve un dérivatif aux attaques contre les junkers en pratiquant une politique de colonisation intérieure en Silésie et dans les autres provinces polonaises sous sa domination. La Roumanie inaugure dès 1864 (17) une série de réformes agraires accordant parcimonieusement aux paysans de faibles avantages. En Russie et, dans une certaine mesure, en Autriche, la question sociale se résumait dans la question agraire.

(16) Dans l'Ulster, les dispositions du Land Act de 1870 s'appliquaient depuis longtemps déjà sous la forme d'usages locaux.

(17) Une réforme de 1869 partage les terres en tenant compte du nombre des animaux domestiques ; une autre loi du 7 avril 1889 crée des lots de 5 hectares de superficie.

Mais, pour être couronné de plein succès, le mouvement agraire en Europe devait attendre l'époque de la guerre mondiale qui, en disloquant plusieurs états, en bouleversant les classes sociales dans les pays belligérants, devait briser la digue chancelante qui entravait encore l'accès des masses paysannes à la propriété de la terre.

Des réformes agraires, visant le morcellement des latifundia, furent effectuées, tour à tour, en Roumanie, par le décret-loi du 15 décembre 1918, en Grèce, par la loi du 24 décembre 1917, en Yougo-Slavie, par la loi du 1^{er} février 1919, en Tchéco-Slovaquie, par la loi du 7 avril 1919, en Pologne, par la loi du 25 juillet 1920, en Italie, pendant l'année 1919, en Allemagne et dans les pays Baltiques (Esthonie, etc...). Toutes ces réformes, précipitées par la guerre, poursuivaient, dans des proportions variables, un but social et un but politique. D'une part, on se proposait d'enrayer la propagation du bolchevisme car, sans aucun doute, le communisme a été, sous sa forme agraire, dangereux surtout en Europe centrale et orientale. Il trouvait dans les campagnes un prolétariat rural, souvent inculte et misérable, pour qui la révolution russe était avant tout une grande révolution paysanne, ayant procurée des terres aux travailleurs. A ce danger social, le seul remède efficace : la réforme agraire. Ces réformes se présentaient aussi comme un élément constitutif et de consolidation des Etats, neufs ou réorganisés, qui les ont réalisées. Il était nécessaire d'anéantir l'influence politique et économique des grands propriétaires allogènes, en expropriant leurs domaines au profit de la masse pay-

sanne que l'on avait tout intérêt à gagner au régime nouveau.

Ainsi, la propriété latifundiaire disparut presque partout en Europe continentale pour faire place à la petite et moyenne propriété foncière. L'idée de la confiscation de la rente, celle de la nationalisation du sol sont restées, à peu près partout, caduques, excepté en Russie, où la tentative de morcellement des grandes propriétés foncières, faites en 1911 par la loi du 11 mai, fut interrompue par la révolution bolchevique. Celle-ci abolit la propriété privée de la terre en la nationalisant plutôt théoriquement, parce qu'en fait, elle resta entre les mains des paysans qui se considèrent comme des propriétaires véritables.

CHAPITRE II

Comment s'est posée la question agraire en Bulgarie

Lorsqu'on prend en considération les traits caractéristiques de l'économie agraire bulgare, à savoir : la prédominance absolue de la très petite, petite et moyenne propriétés paysannes, le morcellement excessif des terres et l'emploi presque général, dans l'exploitation agricole, du faire valoir direct, il devient compréhensible que la question agraire n'a pu être posée en Bulgarie de la façon dont elle l'était dans la plupart des pays de l'Europe. Partout ailleurs, elle était née de la contradiction de plus en plus accentuée entre les formes vieilles de la propriété latifundière, sortie de la féodalité médiévale, et l'exigence d'un ordre social nouveau, dont l'équilibre est difficilement réalisable dans l'absence d'une classe nombreuse de petits propriétaires. Il s'agissait de morceler les grands domaines terriens dont l'existence maintenait à l'état de tenancier ou de salariés la majeure partie de la population rurale, tandis qu'elle assurait à un petit nombre de personnes des revenus immenses, dépensés souvent à l'étranger par des propriétaires absents. (1)

Or, en Bulgarie, où ce problème avait été résolu depuis environ un demi siècle, la répartition des terres, comme nous l'avons vu, est en pleine harmonie avec la constitution démocratique du 16 avril 1879. Un remaniement agraire ne devait naturellement pas être envisagé tant que le pays se trouvait dans des conditions

(1) Tels les landlords irlandais, les pomeschtiks russes, les tchokoïs roumains, etc...

normales. On parlait d'un remembrement des terres dont *le grand parcellement faisait vivement* sentir ses multiples inconvénients; on constatait une certaine pénurie de terre défrichée qui se manifestait par l'usurpation systématique des communaux et des Mérés de l'Etat, mais jusqu'à 1918, il n'existait pas en Bulgarie de question agraire d'aspect social. Elle devait naître de la crise qu'engendrèrent la fin malheureuse de la guerre et les conditions inexorables du traité de Neuilly.

La Bulgarie a perdu à la suite des hostilités 12,2 % des hommes mobilisés et 9,77 % de toute sa population mâle. Le traité de Neuilly amputa son territoire de 10.853 kilomètres carrés peuplés par 322.243 habitants et, notamment : la Thrace (4.423 kilomètres carrés; population de 190.355 habitants), la province de Stroumitza (875 kilomètres carrés, population de 27.579 habitants), la province de Vidne, Tzaribroc et de Bossilegrade (1.555 kilomètres carrés; population de 64.309 habitants). Ainsi se trouvèrent diminués les deux facteurs principaux et nécessaires d'une économie nationale : la population et le territoire.

En outre, l'outillage national, n'ayant pas été renouvelé au cours de la guerre, est tombé dans un délabrement complet. D'autre part, à cause du blocus, qui avait paralysé tout le commerce pendant quatre ans, et du fait même que la mobilisation avait distraît de l'activité économique 80 % de la population mâle active, les frais de la guerre n'ont pu être couverts par les seuls revenus du pays. Il a fallu entamer son capital. Toutes ces charges, inscrites au passif de la Bulgarie, ont eu pour effet de diminuer sensiblement la richesse nationale que l'on évaluait, avant la guerre, à 10,3 milliards

de lévas or et qui n'est aujourd'hui que de 8 milliards de lévas or. A cette diminution de la richesse correspond une baisse du revenu annuel de la nation qui, en 1911, se chiffrait, d'après M. K Popog (2) par 1.650 millions de lévas or, tandis qu'aujourd'hui ce même revenu atteint à peine 1.200 millions de lévas or.

Avec un capital et un revenu moindre que ceux d'avant guerre, le peuple bulgare se vit chargé de dépenses extraordinaires considérables, dépassant de beaucoup celles des années qui précédèrent la grande guerre. L'Etat bulgare a été mis dans la nécessité de pourvoir aux services des pensions individuelles, dues aux veuves et aux orphelins de guerre, aux invalides et aux parents dont les enfants sont morts à la guerre. Leur montant a été, pour l'année 1924, le suivant :

	Nombre	Montant annuel
1. Pensions dues aux veuves....	41.027	125.617.342 lév.
2. Pensions dues aux invalides..	14.723	36.700.852 lév.
1. Pensions dues aux orphelins..	37.154	64.700.656 lév.
4. Pensions dues aux parents....	22.320	19.726.028 lév.
Total	116.224	246.744.878 lév.

A cette obligation annuelle très lourde, mais sacrée, s'ajoute la liste des charges imposées à la Bulgarie par le traité de Neuilly. D'après M. Baïnoff, à ce titre, l'Etat bulgare a du effectuer, jusqu'à la fin 1922, les livraisons et les versements suivants :

1° Valeur des effets et du matériel de guerre qui sont à l'usage du combat, livrés ou abandonnés, en exécution de la convention de l'armistice et des articles 70, 80, 83, 87, 93, 136 du traité de Neuilly : 633.211.117 lévas.

(2) K. Popoff : « La Bulgarie économique » (Sofia 1916), n° 685.

2° Valeur des pertes et dommages causés à l'Etat et aux particuliers par les troupes alliées au cours de leur séjour en Bulgarie (art. 295 du traité) : 8.852.942 lévas.

3° Frais et dépenses des commissions de délimitation des frontières de la Bulgarie (art. 29 du traité). Le Compte, arrêté à la date du 31 décembre 1922, se chiffre par 423.334 lévas. Suivant les comptes présentés par la dite commission, la Bulgarie est encore débitrice de 311.740 lévas. Le tout pour ce compte s'élève à : 735.074 lévas.

4° Frais et dépenses d'installation et d'entretien de la commission interalliée en Bulgarie (art. 130 du traité) :
3.510.753 lévas.

5° Frais et dépenses de la commission interalliée de contrôle militaire :
299.673 lévas.

6° Dépenses faites jusqu'au 30 décembre 1922 pour l'entretien des tribunaux arbitraux mixtes (art. 188 du traité) :
238.500 lévas.

7° Frais et dépenses de la commission pour l'application de la convention gréco-bulgare d'émigration (art. 56 du traité de Neuilly et art. 13 de la convention d'émigration) :
288,59 lévas.

Le total de toutes ces dépenses s'élève à : 647.136.118 lévas.

Il faut y ajouter la somme de versement effectué à titre de restitution qui s'élève, à la fin de l'année 1922, à :
640.590.375 lévas.

En outre, le traité exige de l'Etat bulgare, sous le nom de « réparations », une indemnité de guerre de 2.250 millions de francs or tout à fait disproportionnée avec les ressources réelles du pays. L'exécution de ce même traité a eu pour conséquence de faire refluer

en Bulgarie plus de 500.000 réfugiés dont l'entretien et l'installation imposent à l'Etat de lourdes dépenses.

Pensions, aides financières aux réfugiés, charges et indemnités, découlant du traité de Neuilly, ce sont les principaux éléments des dépenses improductives, auxquelles la Bulgarie ne pouvait pas ne pas pourvoir d'urgence sans manquer à sa parole et à son devoir d'humanité. Non moins urgent était aussi ce qu'on appelle, habituellement, les dépenses productives, que l'Et et le pays, en général, devaient faire pour renouveler l'outillage économique dont l'usure se faisait sentir très vivement partout et, plus particulièrement, dans l'industrie des transports et dans l'Agriculture.

Mis en présence de charges écrasantes, l'Etat bulgare ne pouvait choisir qu'entre la faillite — comme plusieurs autres Etats lui en donnaient l'exemple — ou l'effort suprême, dans le but honnête d'obtenir un maximum de recettes et d'éviter la déconfiture. Traduisant fidèlement le sentiment populaire, le gouvernement d'alors n'hésita pas à prendre le second parti et se mit à la recherche des voies et moyens permettant de réaliser ses desseins. L'Etat bulgare ne pouvait espérer trouver des ressources extraordinaires dans l'aliénation du domaine public et cela pour deux raisons : 1° Le domaine public, se composant seulement de 7,89 % de la superficie totale des terres en Bulgarie et de 0,34 % du nombre des bâtiments, est d'une faible valeur. 2° La mise en vente à la fois d'un grand nombre de terres et de bâtiments aurait entraîné un avilissement des prix d'achat qui se serait accentué encore du fait de manque de capitaux. On ne pouvait non plus se procurer de l'argent au moyen de l'emprunt. Le traité de Neuilly

ayant établi dans son article 230 « un privilège de premier rang sur tous les biens et ressources de la Bulgarie » pour le règlement des réparations, pour obtenir un emprunt extérieur, le pays devait se plier à des conditions exorbitantes, diminuant sa souveraineté déjà entamée. Cela étant jugé inadmissible, on tenta en 1921 de placer un emprunt intérieur (6,5 %) qui échoua à cause de l'inflation déjà existante. Aussi l'impôt apparut-il comme l'unique moyen de se procurer les ressources nécessaires sans nouvelles humiliations et sans compromettre l'avenir politique du pays. Dès lors, les charges fiscales vont toujours en croissant, en sorte que le fisc perçoit déjà un sixième du revenu national au lieu d'un dixième comme avant la guerre.

Il est évident que pour ne pas atteindre vite la limite où les impôts excessifs tuent toute activité économique, en lui enlevant la plus grande partie des fruits qui font sa raison d'être, il faut chercher les moyens d'augmenter ces fruits, c'est-à-dire il faut s'efforcer d'accroître le revenu national. De là naquit l'idée que, dans un pays d'économie rurale où le plus clair du revenu national provient de l'agriculture, rien ne devait être négligé pour rendre le travail de l'agriculteur plus productif. Cette nécessité inspira la réforme agraire bulgare. Pourtant, si important qu'il puisse paraître, le motif économique ne saurait être considéré comme ayant été le plus décisif. Il s'est seulement greffé sur le désir de mettre le pays à l'abri de la contagion bolcheviste, redoutable parce que proche. L'esprit révolutionnaire sous forme de bolchevisme trouvait en Bulgarie, après la guerre, un terrain propice, préparé par la coïncidence de multiples circonstances déprimantes. Dès le commen-

cement de 1918, les conditions de vie extrêmement difficiles, créées par le blocus aux combattants bulgares, permirent à la propagande étrangère d'accomplir son œuvre de dissolution en exploitant la misère née du manque de pain et de vêtements. Ainsi facilitée, la débâcle militaire vint ajouter à l'irritation générale un mécontentement profond, dû aux espoirs déçus et à la conscience très nette de l'inutilité de tant de sacrifices. Puis, les exigences du traité de Neuilly ayant désorganisé l'économie nationale et compromis les finances publiques, il s'ensuivit un double malaise économique et financier qui se manifesta par :

a) une accentuation de l'inflation fiduciaire commencée déjà en 1911-1912.

ANNÉES 31 décembre	Billets en circulation Millions de Levas	ANNÉES 31 décembre	Billets en circulation Millions de Levas
1910	81.61	1917	1.492.77
1911	110.79	1918	1.198.62
1912	164.43	1920	2.858.49
1913	188.74	1921	3.354.14
1914	227.62	1922	3.615.44
1915	369.83	1923	4.840.10
1916	833.91	1924	4.534.18

b) Une hausse considérable du coût de la vie, étroitement liée avec la politique inflacionniste :

ANNÉES	INDICE de la circulaire fiduciaire	INDICE du cours moyen sur Genève	INDICE du cours de l'or	INDICE du coût de la vie
1913	100	100	100.00	100
1914	120	106	106.73	102
1915	196	125	126.17	125
1916	442	132	136.92	214
1917	791	168	173.92	344
1918	1.218	160	166.54	1.117
1919	1.514	419	433.81	1.265
1920	1.778	1.020	1.054.40	1.930
1921	1.916	1.897	1.958.95	2.010
1922	2.065	2.750	2.846.09	2.735
1923	2.150	2.200	2.281.17	2.590
1924	2.320	2.412	2.441.14	3.195

Toutes circonstances qui ont amené une très sensible réduction du revenu réel de la plupart des citoyens et, plus spécialement, des titulaires de revenus fixes. L'exemple le plus typique est celui que nous offre la comparaison des revenus des fonctionnaires, évalués en lèvas or, en 1922 et en 1912.

	% de la réduction des trait. de 1912 à 1922
1. Ministres	30 %
2. Présidents de la Cour de Cassation.....	19 %
3. Professeurs d'Universités.....	20 %
4. Garçons de bureaux	35 %
5. Fonctionnaires supérieurs en général...	de 19 à 30 %
6. Fonctionnaires subalternes en général...	de 30 à 40 %

La misère croissante de la population indigène couvrait celle encore plus effroyable de centaines de milliers de réfugiés, parmi lesquels la mortalité atteignit 160 pour mille.

Voilà autant de raisons d'un mécontentement grandissant et qui pouvait, sous l'impulsion des influences démagogiques, dégénérer en véritable crise sociale. Stabiliser l'ordre social, tel fut le second motif qu'invoquaient ceux qui voyaient dans le remaniement des formes agraires un moyen d'apaisement. Dans l'exposé du motif de la loi du 9 mai 1924, le ministre de l'agriculture souligne, à son tour, les deux raisons d'être d'une réforme agraire : « Pour créer des conditions plus propices au travail national et pour mettre l'État et la civilisation chez nous à l'abri des influences néfastes, il faut, je pense, entreprendre une opération agraire qui transformerait la propriété foncière », et plus loin « vous comprenez tous

très bien que la guerre que nous venons de vivre nous lègue de lourdes obligations auxquelles nous ne pourrions faire face qu'au moyen d'un travail tenace et rationnellement organisé. Voilà pourquoi une plus juste répartition de la terre apparaît comme absolument nécessaire à notre existence ». Ainsi le gouvernement agrarien de M. Stamboulisky, saisissant le besoin impérieux qu'éprouvait le pays d'apaisement intérieur, se faisait porte-parole de l'opinion qui croyait atteindre ce but au moyen d'une réforme agraire. Cette dernière devait viser à « transformer la propriété foncière », notamment, en lui donnant pour fondement le travail. Dans ce sens, la terre doit appartenir à l'avenir à ceux qui la travaillent et dans la mesure où ils peuvent la cultiver, soit personnellement, soit avec l'aide de leur famille, le concours du travail salarié n'étant admis que supplémentairement. Et le ministre de l'agriculture d'énumérer, dans son exposé des motifs, les raisons qui militent, d'après lui, en faveur d'un tel changement. La propriété foncière devrait, désormais être basée sur le travail parce que « l'agriculture est un métier conditionné beaucoup moins par la technique que par la force vitale humaine, manifestée en travail physique et intellectuel, secondée et aidée par l'amour de la terre. Cette dernière donne toujours toutes ses richesses seulement lorsque l'individu participe à la production non pas comme une machine, mais comme un organisme créateur — comme un homme libre et conscient. Partant de ce postulat, nous devons conclure inévitablement que la plus équitable répartition de la terre est celle qui permettrait à des agriculteurs, relativement égaux et actifs, d'employer le plus rationnellement leur travail et leur capa-

cuté... La simple possession de la terre, continue le ministre, le seul droit de posséder le sol et d'en user par préférence au moyen d'un travail salarié, ne nous sauvera pas des calamités que la guerre a entraînés ».

Ceci signifie, nous semble-t-il, que, le facteur humain jouant le rôle prépondérant dans la production agricole, le ministre juge que la terre n'est jamais mieux exploitée que lorsque son propriétaire la cultive lui-même et que, une fois cette vérité admise, pour augmenter la production agricole, il faudrait faire de tout agriculteur un propriétaire foncier, en lui donnant autant de terre qu'il lui faut pour y consacrer tout son travail. Ce principe a été mis à l'œuvre par le gouvernement agrarien de M. Stambouliïsk dans la loi du 9 mai 1921 sur « La propriété foncière basée sur le travail ».

CHAPITRE III

L'économie de la réforme agraire du 9 mai 1921

La réforme agraire fut effectuée en Bulgarie par la loi sur « La propriété foncière basée sur le travail » du 9 mai 1921, modifiée par les lois du 7 septembre 1921, modifiée par les lois du 7 septembre 1921 et du 20 décembre 1922. Cette loi commence par limiter le droit de propriété foncière, puis elle règle le mode de l'expropriation et le mode de la répartition des terres expropriées.

A

De l'étendue de la propriété foncière basée sur le travail

D'après l'article premier de la loi du 9 mai 1921, tout agriculteur propriétaire peut posséder et exploiter une étendue de terre suffisante pour y employer entièrement son travail et celui des membres de sa famille, avec l'aide exceptionnelle du travail loué qui peut être permanente ou avoir un caractère provisoire.

Le droit de propriété foncière, ainsi basé sur le travail, est limité, par l'article 2, à 30 hectares de superficie cultivée (champs, prairies, vignes, roseraies, houblonneries) par famille, dans le cas où la terre est exploitée directement par le propriétaire lui-même. Les invalides de guerre et les orphelins mineurs ont droit de posséder dix hectares, même s'ils n'exploitent pas directement leurs terres. Quand le propriétaire ordinaire n'exploite pas lui-même les champs qu'il possède et qu'il a une famille, son droit de propriété ne peut dépasser 4 hectares. Toutefois, lorsqu'on est en présence d'une exploitation rurale grou-

pant plusieurs familles apparentées (fils, neveux, frères, sœurs et leurs héritiers), la loi stipule que le droit de propriété foncière basée sur le travail se fait valoir à part pour chacune des familles faisant partie de la communauté. Cette dernière disposition prévoit le cas, encore fréquent dans la campagne bulgare, où les familles paysannes présentent un caractère patriarcal et perpétuent, sous une forme d'ailleurs profondément modifiée, l'antique Zadranga. Le chiffre de hectares choisi pour maxima d'étendue de terres qu'une famille d'agriculteurs est susceptible de posséder, trahit chez le législateur le désir de ramener, autant que faire se peut, la propriété foncière au type de la moyenne propriété terrienne bulgare. En effet, la statistique agricole bulgare considère comme propriétés moyennes toutes celles qui occupent une superficie allant de 10 à 30 hectares; elle montre que cette forme de propriété, représentant 39,6 % de la totalité des terres cultivables, est la plus répandue après celle de la petite propriété qui occupe 40 % de l'étendue totale des terres cultivables. Voulant créer de la propriété foncière moyenne, la loi du 9 mai 1922 ne fait que se conformer aux tendances qu'accuse l'évolution, pour ainsi dire naturelle, des formes agraires en Bulgarie. Par contre, il est à peu près certain que trente hectares de terres cultivables, lorsque cette dernière n'est pas de nature exceptionnellement riche, ne pourront supporter les frais d'une exploitation moderne utilisant des machines coûteuses. Par conséquent, pour être rationnelle, cette forme de moyenne propriété foncière suppose l'aide indispensable de la coopération ou de l'Etat. Une autre objection que l'on peut formuler contre le maximum établi par l'article 2 c'est l'unifor-

mité d'étendue à laquelle il ramène fatalement toutes les grandes exploitations agricoles. Or, il est évident qu'en Bulgarie, pays d'un sol et d'un climat très diversifiés, 30 hectares de terres ne présentent pas dans toutes les régions les mêmes capacités de revenus. En nivelant ainsi les grandes propriétés, on crée des inégalités que rien ne justifie et qu'un barème de maxima, établi d'après le rendement du sol, aurait pu éviter.

Il faut noter, d'autre part, que le législateur fait une concession significative à la réalité sociale et économique, en violant les principes de la propriété foncière basée sur le travail, énoncés dans le titre de la loi, pour accorder à ceux qui n'exploitent pas directement leurs terres le droit d'en posséder 4 hectares et même 10 hectares lorsque le propriétaire est mutilé ou orphelin de guerre.

B

De l'expropriation

Toutes les propriétés terriennes dont les superficies dépassent les maxima fixés par les art. 1 et 2 de la loi du 9 mai 1921 doivent être, pour le surplus, expropriés. Une commission communale de la « Propriété foncière basée sur le travail » procédera à une vérification des économies et recherchera en même temps les terres qui ne sont pas exploitées directement par leurs propriétaires, mais par des preneurs à bail ou des métayers, et celles des exploitations rurales dont l'étendue dépasse les maxima fixé par les lois. Si la commission communale de la P. F. B. T. refuse d'accomplir cette tâche, la direction de la P. F. B. T. enjoint à la commission départementale de la P. F. B. T. d'accomplir l'opération. En outre les terres, propriétés privées expropriées.

sont mises à la disposition de la direction de la P. F. B. T. :

- a) Les terres de la Banque nationale bulgare;
- b) Les terres de la Banque agricole bulgare;
- c) Les terrains boisés exclus de la « dépendance du domaine forestier de l'Etat ».
- d) Les pâturages appartenant à l'Etat et les terres qui y sont assimilées et que le ministère de l'agriculture et des domaines n'exploitent pas.

Les décisions de la commission communale peuvent faire l'objet de recours devant la commission départementale dans un délai de 14 jours à partir de sa notification à qui de droit. Les décisions de la commission départementale peuvent être approuvées, modifiées ou cassées par le conseil de la direction des P. F. B. T. Les décisions de ce conseil sont définitives, ne sont susceptibles d'aucun recours devant les différents tribunaux judiciaires établis et deviennent immédiatement exécutoires. D'après le dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 9 mai 1921, les décisions concernant les dimensions de la superficie à exproprier, une fois devenues définitives, la direction de la P.F.B.T. déclare les terres expropriées au profit de l'Etat et les laisse à sa disposition sous la forme juridique d'un fonds de la P.F.B.T. Dans l'intervalle de temps qui s'écoule entre les dates de la décision, de l'expropriation définitive et celle de la décision fixant les limites de la superficie à exproprier, la terre passe en la possession de la direction de la P.F.B.T. qui peut soit procéder à son exploitation directe, soit la donner à bail. Les recettes obtenues doivent être mises au compte des propriétaires jusqu'à ce que leurs terres aient été définitivement proclamées propriétés pu-

bliques. D'autre part, l'Etat doit restituer la jouissance des terres appartenant à cette catégorie si il est établi, dans la suite, que l'expropriation a été irrégulière.

De même, sont expropriées au profit du fond de la direction de la P. F. B. T. les terres appartenant aux pâturages communaux et qui deviendraient libres après la délimitation définitive des pâturages de cette catégorie. La recherche des terres usurpées des pâturages communaux seront désormais effectués par la commission communale de la P. F. B. T. qui en poursuivra le paiement et, en cas de refus, les annexera au fonds. Les litiges, pour lesquels des actions en justice sont en cours entre les communes et les particuliers pour l'établissement du droit de propriété, sont considérés comme liquidés et les terres en litiges sont laissées à la disposition des commissions communales.

Tous les excédents de terre, appartenant aux couvents, sauf celles qui sont exploitées d'une manière moderne, sont expropriables. Cet excédent est fixé par le conseil des ministres sur rapport de la direction de la P. F. B. T. L'article 5 de la loi du 9 mai 1921 confère aux propriétaires dont les terres sont expropriables, le droit de désigner, dans un délai de 14 jours à partir de la date de l'avis que leur adresse la commission communale, les parcelles qu'ils préfèrent conserver dans les limites fixées par les articles 1 et 2.

C

La répartition du fonds de terre de la direction de la P.F.B.T.

Au fur et à mesure que l'expropriation s'effectue, les terres rentrées dans le fonds de la direction de la P. F.

B. F. sont distribuées par les commissions communales aux ayants-droit limitativement déterminés par l'article 9 de la loi du 9 mai 1921. Peuvent recevoir des terres :

a) Les agriculteurs non propriétaires qui travaillent sur les terres d'autrui. Les non propriétaires sont énumérés par les soins de la commission communale de la P. F. B. T., après vérification individuelle, dûment approuvée par les autorités communales compétentes. D'autre part, quiconque se considère comme n'ayant pas de propriété aux termes de la loi du 9 mai 1921 doit adresser une déclaration écrite au Président de la commission communale, en ayant soin de fournir des preuves qu'il ne possède aucune terre.

b) Les agriculteurs possédant de petites étendues de terre, « même lorsqu'ils ne disposent pas d'installation, de construction et de cheptel agricole ». Dans ce cas la commission communale est appelée à établir la véracité des circonstances exposées dans les requêtes de l'intéressé. Au moment de rendre un arrêté quelconque, cette dernière est tenue de prendre en considération le nombre de membres incapables de la famille, les dimensions et l'espèce de terres possédées et « les perspectives pour l'avenir ».

c) Les spécialistes (agronomes, etc...) dans une des branches quelconque de l'industrie qui ne possèdent aucune terre ou en possèdent en quantité insuffisante.

d) Les associations coopératives agricoles poursuivant des buts d'organisation de l'industrie agricole et de constitution de champs de démonstration, et cela avec l'approbation du Ministre de l'agriculture et des domaines.

e) Les ouvriers agricoles qui ne possèdent aucune

terre, mais « qui ont prouvé par leurs qualités personnelles » qu'ils peuvent devenir de bons propriétaires. Les ouvriers agricoles qui désirent recevoir des terres doivent faire accompagner leur demande au Président de la Commission communale d'un certificat de probité, d'un extrait de leur casier judiciaire et d'un certificat établissant qu'ils ne possèdent aucune terre.

f) Les agriculteurs qui émigrent d'une commune dans une autre et qui peuvent exhiber des pièces, délivrées par la commission de la P.F.B.T., établissant qu'ils ne possèdent pas de terres dans les communes où ils étaient fixés ou qu'ils n'en possèdent qu'une étendue insuffisante. Appartient, principalement, à cette catégorie d'agriculteurs les habitants qui émigrent des contrées montagneuses à population dense et à production limitée par suite d'insuffisance de terre.

g) Les agriculteurs bulgares qui viennent s'installer dans le pays en abandonnant les provinces bulgares restées sous la domination étrangère.

h) Les entreprises industrielles et les associations coopératives pour leurs besoins purement industriels.

Ceux qui reçoivent des terres en vertu de la présente loi, ne peuvent, en aucun cas, les aliéner dans un délai de 20 ans à partir de la date de la remise de ces terres, si ce n'est au profit du fonds de la direction de la P.F.B.T. Au contraire, si les terres nouvellement acquises sont laissées incultes, au cours de trois années consécutives, la direction de la P.F.B.T. les exproprie de nouveau au profit de son fonds. D'autre part, les personnes qui ont perdu leurs terres ou une partie d'entre elles « à cause de leur négligence ou inconduite » sont privées du bénéfice de la loi du 9 mai 1921 par les commissions commu-

nales de P.F.B.T., après une consultation populaire au moyen d'un plébiscite communal. Ce plébiscite est la seule limitation des pouvoirs exorbitants que la loi confère aux commissions communales.

D

Des paiements

Les terres expropriées doivent être payées à leurs anciens propriétaires au prix moyen du marché en 1905-1915, fixés par la direction de la P.F.B.T., dont on fait les défalcatons suivantes :

- 1° De dix à trente hectares expropriés : 10 % du prix.
- 2° De trente à cinquante hectares expropriés : 20 % du prix.
- 3° De 50 à 100 hectares expropriés : 30 % du prix.
- 4° De 100 à 200 hectares expropriés : 40 % du prix.
- 5° Au-dessus de 200 hectares expropriés : 50 % du prix.

Cette réduction est faite au profit du fonds de la P.F. B.T. Envers les expropriés, la direction de la P.F.B.T. s'acquitte par l'intermédiaire de la Banque agricole bulgare, qui effectue les paiements soit avec des obligations à 6,5 % de l'emprunt de l'Etat, soit avec les sommes liquides dont dispose le fonds. Au moment du paiement des prix, la banque agricole de Bulgarie est autorisée à régler les comptes provenant des traites, contrats ou hypothèques. Les commissions communales de la P.F. B.T. sont tenues, avant de fixer le prix d'expropriation pour chaque espèce, de recueillir des renseignements sur les obligations de l'exproprié à l'égard de la Banque agricole, afin de ne pas s'arrêter à une somme très inférieure à la créance de la Banque agricole au moment de

l'expropriation. Au cas où cela serait impossible, le montant de cette créance dépassant de trop le prix d'expropriation, la différence en plus, — entre le prix moyen du marché et les obligations du propriétaire — est prélevé sur les prix de l'ensemble des terres comprises dans une localité déterminée. C'est la commission communale de la P.F.B.T. qui est chargée de fixer, sur la base des maxima et des minima établis par la direction de la P.F.B.T., les sommes à payer à chaque personne ou établissement en guise d'indemnité d'expropriation. Le procès-verbal de la commission communale doit être ratifié par la commission départementale.

Toutes les terres domaniales attribuées au fonds de la P.F.B.T. doivent être payés à l'Etat sans aucune défalcation sur le prix moyen du marché de 1905-1915. D'autre part, les terres qui ont été recélées, dans le but d'être soustraites aux contributions, sont expropriées sans indemnité, c'est-à-dire sont confisquées.

Quant aux personnes auxquelles la loi du 9 mai 1921 confère le droit de recevoir des terres du fonds de la P.F.B.T., elles doivent les payer au prix de revient majoré de 40 %. En aucun cas, cependant, le prix de la terre à répartir ne saurait être, la majoration de 40 % non comprise, inférieure à 1.000 lévas l'hectare. Le nouvel acquéreur doit s'acquitter envers la direction de la P.F.B.T. au comptant, mais la Banque agricole bulgare est autorisée à accorder des prêts hypothécaires. Les hypothèques sur les terres nouvellement acquises par les Bulgares émigrés des provinces assujéties peuvent être établies pour une période de 50 ans et la première échéance a lieu 3 ans après l'installation de l'agriculteur sur ses terres.

E

Les agents exécutifs de la réforme

La loi du 9 mai 1921 a créé des organes spéciaux, formant une véritable administration, chargés d'exécuter les multiples opérations qu'exigent une modification forcée des formes agraires préexistantes dans un pays.

La commission communale de la P.F.B.T.

A la base de cette organisation se trouve la Commission communale de la propriété foncière basée sur le travail. Elle se compose :

1° D'un conseiller municipal élu, au scrutin secret, par le conseil municipal.

2° De deux agriculteurs, propriétaires fonciers, désignés par la direction de la P.F.B.T.

Toutefois, les membres de la commission communale urbaine sont, tous les trois, nommés par la direction.

En outre des attributions nombreuses que nous avons signalées plus haut, la commission communale est chargée aussi de répartir la population agricole entre les catégories suivantes : non propriétaires, possédant de petites étendues, spécialistes en l'agriculture, ouvriers agricoles, agriculteurs autochtones et agriculteurs émigrés des contrées bulgares sous la domination étrangère. Elle a soin de faire connaître aux habitants cette répartition par voie de la publicité. Elle doit déterminer et mesurer, avec l'aide des arpenteurs, les dimensions et l'étendue des terres devant faire partie de la P.F.B.T.

La Commission départementale de la P.F.B.T.

Au-dessus de la commission communale est instituée la Commission départementale de la P.F.B.T. qui se compose :

- 1° Du préfet, comme président,
- 2° D'un membre du tribunal civil départemental, comme sous-président,
- 3° D'un agronome de l'Etat,
- 4° D'un conseiller général, désigné par le Ministre de l'agriculture et des domaines.

Il est à noter que le Ministre de l'agriculture peut désigner, avec l'avis favorable du conseil des ministres, un député comme président honoraire ayant droit de vote dans la Commission départementale.

Les attributions principales de la commission départementale consistent en un droit général d'approbation, de contrôle et de revision des décisions des commissions communales, et en l'obligation de déterminer les dimensions du type moyen de l'exploitation agricole dans chaque commune. Par type moyen d'exploitation la loi entend *une étendue moyenne de terres cultivables indispensables et suffisantes pour occuper pendant une année entière une famille moyenne et en assurer la subsistance sans qu'elle ait besoin de recourir à une autre occupation.*

La direction de la P.F.B.T.

Au sommet de l'Administration de la P.F.B.T. se trouve la direction de même nom, constituée près du ministère de l'agriculture et des domaines et comprenant les sections suivantes :

1° Section administrative et économique avec un bureau d'arpentage.

2° Section des domaines.

3° Section de la colonisation intérieure.

4° Section du budget et du contrôle financier.

A la tête de la direction de la P.F.B.T. est placé un directeur, nommé par le Conseil des ministres, ayant sous ses ordres les chefs de section. Le directeur, les chefs de section et le conseiller juridique de la P.F.B.T. forment un conseil dont les décisions sont obligatoires pour les directeurs. En cas de partage d'avis entre ces derniers et le conseil le différend est soumis au ministre de l'Agriculture et des domaines.

Ainsi organisée, la direction de la P.F.B.T. a le droit de contrôler, d'approuver, de réformer ou d'annuler les décisions des commissions départementales, et de décider de toutes questions concernant l'application de la réforme agraire. Les principales tâches de la direction sont les suivantes :

1° Diriger l'expropriation de toutes les terres qui sont échues au fonds de la P.F.B.T.

2° Préparer l'échelle de prix minima et maxima des terres qui sont expropriées.

3° Préparer et appliquer le plan de colonisation intérieure.

4° Surveiller la répartition régulière entre els ayants droit des terres du fonds de la P.F.B.T.

5° Elaborer un règlement pour l'accomplissement de l'opération du remembrement des terres. En conférant cette dernière tâche à la direction de la P.F.B.T. le législateur a voulu profiter du grand remaniement des formes agraires pour réaliser le regroupement de terres

en Bulgarie où, comme nous l'avons montré plus haut, elles sont morcellées en petites parcelles dispersées très souvent dans plusieurs localités. Dans ce but, les articles 38 et 39 de la loi du 9 mai 1921 enjoignent à la Commission communale de prendre en considération le règlement de la direction de la P.F.B.T., concernant le remembrement, pour que la distribution des terres du fonds de la P.F.B.T. se fasse, si possible, en parcelles d'un seul tenant. En outre, les propriétaires fonciers, dont les terres sont morcellées en plusieurs parcelles, peuvent demander d'en être expropriés et de recevoir en échange, du fonds de la P.F.B.T., des terres d'un seul tenant.

CHAPITRE IV

L'exécution de la réforme agraire du 9 mai 1921

D'après l'exposé des motifs de la loi du 21 juillet 1924, abrogeant la loi du 9 mai 1921, la direction de la P.F.B.T. avait prévu pouvoir exproprier, pour le besoin de son fonds, 230.000 hectares environ appartenant aux catégories suivantes :

	Hectares
1. Terres de l'Etat	150.000
2. Terres des communes	25.000
3. Terres des monastères	3.000
4. Terres de la Banque agricole bulgare.....	1.000
5. Terres appartenant à des personnes privées.....	50.000
6. Terres litigieuses entre les communes et les part.	1.000
Total	230.000

D'après les données fournies par la direction de la P.F.B.T., au commencement de l'année 1924, l'exécution de la loi du 9 mai 1921 avait donné les résultats suivants :

1° Le fonds de la P.F.B.T., où entraient toutes les terres expropriées par les soins des différentes commissions de la P.F.B.T., avait réuni, à la date du 31 décembre 1923, 81.653,1 hectares dont :

	Hectares
1. Terres de particuliers expropriés	48.382,4
2. Terres expropriées des communes	20.252,
3. Terres expropriées de l'Etat	8.286,8
4. Terres expropriées des monastères	2.397,6
5. Terres en litiges entre les communes et les part.	1.020,3
6. Terrains de bois taillis (Etat et communes).....	106,4
Total	81,652,1

Les 48.382,4 hectares de terres, propriétés privées, ayant été expropriées pour le compte de la P.F.B.T.,

ont appartenu à 1707 propriétaires fonciers qui peuvent être classées — d'après la superficie des terres qu'ils ont perdu — de la sorte :

	Hectares
171 possesseurs de plus de 100 hect. sont exprop. de	28,482,4
146 possesseurs de 60 à 100 hect. sont expropriés de	5,886.9
427 possesseurs de 30 à 60 hect. sont expropriés de	8,225,6
675 possesseurs de 10 à 30 hect. sont expropriés de	5,975,8
285 possesseurs de 4 à 10 hect. sont expropriés de	661,8
Total	48,982,4

Les propriétaires fonciers qui possédaient une étendue de terre supérieure à 30 hectares ont été privés par expropriation d'un total de 40.653,43 hectares, dont 28.267,2 hectares appartenant à des personnes reconnues non agriculteurs, c'est-à-dire ne cultivant pas directement leurs terres.

Par département, ces 40,653 hectares expropriés se répartissent ainsi :

DÉPARTEMENTS de :	Nombre des agricul- teurs	NOMBRE d'hectares expropriés	Nombre des non- agricul- teurs	NOMBRE d'hectares expropriés	TOTAL des Expropriations	
					Pers.	Hectares
Bourgas	83	4.842.53	72	8.023.73	155	12.866.26
Varna.	8	482.62	12	701.27	20	1.183.89
Vidine	37	1.109.10	42	4.969.18	79	6.078.28
Vratza	36	1.690.89	42	1.829.71	78	3.520.60
Kustendil . ..	»	»	3	69.74	3	69.74
Plovdiv	35	1.038.49	47	1.514.90	82	2.553.39
Plevna	44	1.223.28	72	3.923.41	116	5.146.69
Sofia	7	131.40	6	187.37	13	318.77
Ztra-Zagora ..	23	404.85	22	1.050.02	45	1.454.87
Roustchouk .	14	347.19	11	698.60	25	1.045.79
Tirnovovo	24	670.81	51	4.479.77	75	5.150.58
Choumen	20	445.07	6	819.55	26	1.264.62
TOTAL ...	331	12.386.23	386	28.267.20	717	40.653.43

Il est à noter aussi que, des 717 propriétaires possédant plus de 30 hectares, 386 n'exploitent pas directement, et que la superficie totale expropriée représente environ plus du double de celle enlevée aux 331 propriétaires cultivateurs.

Si l'on compare les chiffres indiquant le nombre d'hectares expropriés de chaque catégorie de domaines, avec ceux qui indiquent, en hectares, la superficie des terres faisant partie en 1908 de ces mêmes domaines, nous obtiendrons le tableau suivant :

Numéros	DOMAINES	Nombre d'hectares en 1908	Hectares expropriés à la date du 31 décembre 1923
		Hectares	Hectares
1	Etat	760.529.7	8.286.8
2	Communes. . . .	2.414.488.3	20.352.0
3	Monastères. . . .	56.327.8	2.397.6
4	Terres en litige. . .	»	1.020.3
5	Personnes possédant plus de 30 hectares.	288.000.0	38.524.9

On constate que l'expropriation n'a porté que sur une partie infime des domaines de l'Etat et des communes, et que la plus forte proportion des terres expropriées revient aux domaines particuliers dépassant 30 hectares d'étendue.

La direction de la P.F.B.T., qui disposait d'un fonds de terre de 81.652.1 hectares, avait reçu vers la même époque 79.521 demandes de terre qui peuvent être classées, d'après la qualité des postulants, de la sorte;

1. De familles ne possédant pas de terre..	17,125 demandes
2. De familles possédant peu de terre.....	57,471 demandes
3. Des ouvriers agricoles	4,487 demandes
4. Des spécialistes agronomes, etc.....	434 demandes

Les familles possédant peu de terres, dont les demandes ont été admises en majorité, sont celles qui possèdent une étendue de terre inférieure à 30 hectares et dont la loi du 9 mai 1921 entend arrondir les propriétés en vue de créer, dans la mesure du possible, des exploitations agricoles « viables ».

La répartition, par ordre de département, des personnes reconnues susceptibles de bénéficier de la loi du 9 mai 1921 se présente comme il suit :

DÉPARTEMENTS de :	Person. sans terres	Person. ayant peu de terres	Spécia- listes	Ouvriers agric.	Total des ayant droit	Décares appart. aux pers. ayant peu de ter.
Bourgas.. .. .	1.566	3 310	70	80	5.027	93.322
Varna	936	2.181	9	207	3.333	37.777
Vidine	1.943	6.323	11	272	8.554	144.211
Vratza	2.395	4.098	36	423	7.672	10.540
Kustendil	2	58	»	»	60	1.478
Pachemaklii.. ..	30	19	»	»	49	293
Petritch.. .. .	»	27	»	»	27	53
Plovdiv	899	4.672	21	339	5.931	93.509
Plevna	1.859	10.894	78	971	13.802	219.067
Roustchouk.. ..	1.879	4.759	46	837	7.521	95.965
Sofia	405	3.422	55	84	3.966	65.168
Stara-Zagora .. .	525	3.393	11	134	4.107	75.132
Tirnovovo.. .. .	2.508	8.213	43	591	11.355	143.005
Choumen.	2.179	5.372	54	520	8.125	82.641
Mastenlii.	»	»	»	»	»	»
Haskovo	»	»	»	»	»	»
TOTAL.....	17.125	57.471	434	4.487	79.527	1,062,161

Les 57.471 personnes dont les exploitations ne disposaient pas d'une superficie de terre suffisante, possèdent ensemble, au moment de la formation de leur demande de terres, 106.211,6 hectares, soit à chaque exploitation revenait une moyenne de 1,85 hectares.

Jusqu'à la fin de l'année 1923, la direction de la P.F.B.T. a reçu des commissions respectives, afin de les rendre exécutoire, 1.963 actes d'attributions de terre du fonds de la P.F.B.T. répartissant 2.852,84 hectares, soit 1,5 hectare en moyenne par acte. De ces actes, à la même époque, la direction avait rendu exécutoires 780, distribuant ainsi en pleines propriétés 1.385,3 hectares, soit 1,77 hectare, en moyenne, par acte exécuté.

En résumé, à la fin de 1923, on avait pu exproprier 81.652,1 hectares, destinés à satisfaire aux demandes de 79.527 familles paysannes. Par conséquent, la superficie moyenne de chaque parcelle qu'une famille pouvait espérer recevoir, était d'un peu plus d'un hectare. En outre, la superficie moyenne des parcelles déjà définitivement distribuées par les organes de la P.F.B.T. dépassait 1,7 hectare par famille. Ce qui montre que les promoteurs de la réforme agraire avaient espéré pouvoir réunir, pour le fonds de la P.F.B.T., plus de terre qu'on n'en avait expropriée à la date du 31 décembre 1923.

D'après les prévisions les plus favorables, l'ensemble des terres à exproprier s'élevait à 230.000 hectares environ; 81.652,1 hect. ayant été déjà expropriés, il reste, au moins théoriquement, à exproprier encore 148.347 hectares environ. Il faut noter pourtant que, même au cas où cette opération se serait réalisée, chacun des 79.525 postulants n'auraient pu recevoir qu'une parcelle de terre d'une étendue d'un peu moins de 3 hectares: ce qui est rarement suffisant pour former une exploitation agricole « viable », c'est-à-dire pour pouvoir assurer l'indépendance complète du propriétaire. « Dans les contrées fertiles, une propriété de 2 hectares peut procurer

à son propriétaire une existence indépendante (Sud de la France, Sud-Ouest de l'Allemagne, Sud du Tyrol, Corice), tandis que dans les contrées moins fertiles ou moins accessibles au commerce, une propriété de 5 hectares suffit à peine à l'existence rustique de son possesseur », affirme M. Von Philipovitch (1). D'après M. Souchon (2), 5 hectares sont, en général, nécessaires pour rendre indépendante une famille paysanne d'agriculteurs. Ces constatations s'appliquent parfaitement à la Bulgarie où la diversité du climat et l'inégalité de la fertilité du sol rendent nécessaire, pour l'organisation d'une exploitation agricole viable, une superficie de terre moyenne d'environ 4-5 hectares. Or, pour pouvoir procurer aux 79.525 demandeurs de terre les parcelles nécessaires pour élever l'étendue de leur propriété au chiffre de 5 hectares par famille, il faudrait 290.914 hectares environ (3). La direction de la P.F.B.T. pouvant, théoriquement, exproprier tout au plus 230.000 hectares, plus de 60.000 hectares manqueraient et environ 12.280 familles ne pourraient recevoir satisfaction.

Même au cas où les prévisions officielles se seraient réalisées avec une exactitude approximative, la loi du 9 mai 1921 n'aurait donc pas pu atteindre son but, consistant à procurer des terres à tous ceux qui n'en avaient pas ou qui n'en avaient que très peu, afin de créer des exploitations moyennes.

L'écart considérable entre le chiffre indiquant le nom-

(1) La politique agraire, p. 67 et 68, Paris 1904.

(2) Propriété paysanne, p. 68.

(3) De ces 79,525 familles, 57,471 sont classées comme « possédant peu de terre » et elles en possèdent, en réalité, 171.800 hectares.

bre d'hectares présumés susceptibles d'expropriation et celui qui présente le total d'hectares expropriés jusqu'à la fin de 1923, s'explique par les raisons suivantes :

a) Les prévisions du ministre de l'agriculture ont été basées sur les statistiques, un peu vieilles, de l'année 1908.

b) Une partie des terres, considérées comme expropriables, se sont trouvées inutilisables.

Les dernières statistiques qui ont servi de base au calcul des prévisions officielles étant déjà vieilles de 15 ans le processus de morcellement des terres en Bulgarie, aidé par la croissance rapide de la population, avait créé une multitude de petites propriétés que ces chiffres n'indiquaient pas. D'autre part, on a dû renoncer à incorporer au fonds de la direction de la P.F.B.T. une grande partie des terres appartenant à l'Etat et aux communes, soit parce que la qualité du sol était intérieure, soit parce que leurs positions horographiques les rendaient impropre à l'exploitation agricole (4). Lorsqu'on tient

(4) D'après des évaluations de source privée, citées par M. Tg. Brachlanoff, dans son opuscule « La propriété foncière basée sur le travail », on aurait dû prévoir pouvoir réunir, pour le fonds de la P.F.B.T., environ 100.000 hectares de terres utilisables, se répartissant entre les possessions ci-dessous :

	Hectares
A) Terres expropriables aux personnes possédant plus de 30 hectares	50,000
B) Terres expropriables aux personnes possédant plus de 4 ou 10 hectares	25,000
C) Terres expropriables aux monastères.....	5,000
D) Terres expropriables aux communes.....	10,000
E) Terres expropriables à l'Etat.....	10,000
<i>Total</i>	100,000

compte du fait que les opérations de l'expropriation n'ont été entravées ni par la nécessité de déboursier de grandes indemnités — qui ne sont pas préalables — ni par la lenteur d'une procédure judiciaire — qui fait défaut — il apparaît peu probable que le fonds de la P.F.B.T. ait pu voir augmenter sensiblement ses terres par de nouvelles expropriations, postérieures à la date du 31 décembre 1923.

D'autre part, il est à noter que le remembrement des terres, dans la faible mesure où il s'est accompli, a été inspiré par des considérations tout à fait étrangères aux exigences économiques qui justifient cette opération. De son côté, la colonisation intérieure n'a été qu'amorcée et cela avec des colons recrutés exclusivement parmi les réfugiés bulgares.

CHAPITRE V

Critiques de la réforme agraire du 9 mai 1921 et loi du 21 juillet 1924

La réforme agraire du 9 mai 1921 peut être critiquée au triple point de vue juridique, social et économique.

A

Côté juridique

Aussitôt mise en discussion devant le Parlement, la loi agraire du 9 mai 1921 sur la « Propriété foncière basée sur le travail » fut taxée d'inconstitutionnalité par une partie de l'opposition parlementaire et les controverses élevées sur ce point furent des plus vives.

Ceux qui soutenaient l'inconstitutionnalité de la loi du 9 mai croyaient pouvoir la démontrer en avançant quelques arguments d'importance variable. La constitution bulgare du 16 avril 1879, dans son article 67, déclare le droit de propriété privée intangible; elle précise, dans son article 68, que l'expropriation forcée peut avoir lieu seulement pour cause d'utilité publique et cela avec une juste et préalable indemnité. (1) Or, la loi sur « La propriété foncière basée sur le travail » semble violer les articles 67 et 68 de la constitution dans plusieurs de leurs dispositions et, notamment, dans toutes celles qui touchent au libre exercice du droit de propriété. Il est manifeste, a-t-on dit, que l'exception apportée par l'arti-

(1) Les dispositions fondamentales des articles 67 et 68 ont été développées dans la loi spéciale sur « l'expropriation pour cause d'utilité d'Etat et nationale », de 1805.

de 68 au principe de l'intangibilité du droit de propriété privée, en cas d'utilité publique, ne saurait autoriser l'opération qui consiste à exproprier un citoyen de ses terres pour les donner à un autre. Il ne peut y avoir d'expropriation constitutionnellement légale que lorsqu'on prive un individu de sa propriété en vue de l'attribuer à l'usage de la communauté, du public. Par exemple lorsqu'on exproprie des terrains ou des bâtiments en vue de la construction d'une voie ferrée, d'une place publique, d'une caserne, etc...

A cela on a objecté que l'article 68 de la constitution du 16 avril 1879 se borne à annoncer la possibilité d'expropriation pour cause d'utilité publique, sans donner une définition précise de cette dernière. Si, jusqu'au 9 mai 1925, la jurisprudence bulgare interprétait le mot « utilité publique » dans le sens étroit, indiqué plus haut, rien n'empêche d'en changer l'interprétation, aucun texte ne s'y opposant catégoriquement. Somme toute, la prétendue inconstitutionnalité se ramènerait aux proportions modestes d'une interprétation plus large de la notion de l'utilité publique.

Il est incontestable, nous semble-t-il, que les rédacteurs de la constitution du 16 avril 1879 ont admis la possibilité de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le sens étroit et, pour ainsi dire, administratif de l'expression. La constitution bulgare s'inspire des différentes constitutions balkaniques qui l'ont précédée et, notamment : de la constitution grecque de 1864, de la constitution serbe de 1869 et de la constitution roumaine de 1866. Or, toutes ces constitutions ont copié, en ce qui concerne les dispositions sur le droit de propriété

privée, l'article 2 de la constitution belge de 1831 (2) où l'expropriation est autorisée seulement pour cause d'utilité publique, cette dernière expression étant interprétée, par la jurisprudence de l'époque, dans ce que nous avons appelé son sens administratif. La preuve, c'est qu'avant le vote de la loi agraire du 15 décembre 1918, le Parlement roumain juge nécessaire de modifier le texte constitutionnel correspondant et remplace les mots « pour cause d'utilité publique » par l'expression « pour cause d'utilité nationale ». A son tour, la Grèce a procédé à une modification analogue de l'article 17 de la constitution de 1864, avant la mise en délibération de la loi agraire du 29 décembre 1917. En Roumanie, comme en Grèce, il s'agissait de rendre constitutionnelle l'expropriation des terres privées afin de leur redistribution.

D'un autre côté, le vote presque sans discussion de l'article 67 et 68 de la constitution bulgare montre que les rédacteurs n'ont même pas admis la possibilité d'une autre interprétation des mots « utilité publique » que celle donnée par les constitutions ayant servi de modèles. Quand à la disposition constitutionnelle enjoignant l'indemnisation juste et préalable de l'exproprié, elle est violée par les articles 3 et 53 de la loi du 9 mai 1921 : le premier expropriant avant d'indemniser, le second

(2) L'art. 2 de la constitution belge a, à son tour, été rédigé à l'instar de la constitution française de 1830, où il est dit dans l'art. 8 : « la propriété privée est intangible », et dans l'article 9 : « l'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété privée pour cause d'utilité publique légalement constatée et après une indemnité préalable ». Après les mots « indemnité préalable » les Belges ont ajoutés : « et juste », mots qui se retrouvent plus tard dans l'article correspondant de la constitution française de 1848.

accordant une indemnité calculée d'après les prix moyens du marché en 1905 et 1915 et diminuées d'un certain pourcentage. Etant donné la hausse considérable des prix après la guerre et la dévalorisation de l'unité monétaire bulgare, cette indemnisation n'est « qu'une confiscation déguisée ». (3) On a voulu la justifier en alléguant le droit que peut avoir la société sur la partie de la valeur d'une terre représentant « l'earned increment ». Mais, en admettant même l'existence de ce prétendu droit, il est souverainement injuste de le vouloir exercer sur les terres seulement et, plus spécialement, à l'encontre d'une seule catégorie de propriétaires fonciers.

Il faut donc conclure, nous semble-t-il, que la loi du 9 mai 1921 est basée, à la fois, sur une interprétation abusive de l'article 67 et une violation flagrante de l'article 68 de la constitution du 16 avril 1879.

Mais ce qui est le plus critiquable dans la loi agraire sur « La propriété foncière basée sur le travail », c'est la manière dont sont organisés les organes exécutifs de la réforme. La Commission communale de la P.F.B.T., la Commission départementale et la Direction générale, les trois organes chargés des opérations délicates de l'expropriation, de l'indemnisation et de la distribution des terres expropriées, ne donnent, dans leurs compositions, aucune des garanties d'impartialité que l'on est en droit d'exiger dans ce cas. Sous prétexte d'une procédure plus rapide, on a privé l'exécution de la réforme agraire de l'intervention de l'autorité judiciaire, laquelle, de par son organisation, pouvait garantir aux

(3) Yv. Saranoff : « La propriété foncière basée sur le travail » (Revue des Économistes bulgare, livre 10; 1924).

expropriés le degré le plus élevé d'impartialité. Les commissions communales, de par leur composition et à cause de leur dépendance étroite de la direction de la P.F.B.L. qui, elle, relève directement du ministre de l'agriculture, permettent à *l'esprit de parti et aux haines de clocher de se donner libre cours et de créer un favoritisme odieux dans toute la gestion de la réforme.*

Ce sont les reproches généraux principaux à adresser à la loi du 9 mai 1921. Nous ne saurions nous engager dans une critique minutieuse de tous les articles de la loi. Ce serait dépasser l'objet de notre étude. Néanmoins, il faut constater l'incohérence des textes, l'impropriété des termes et certaines contradictions avec la législation civile bulgare qui trahissent la hâte et la négligence de la rédaction. Destinée à être interprétée par des juridictions spéciales, de caractères nettement administratifs, la loi du 9 mai 1921 prête, dans ses textes, à tous les abus d'interprétation.

B

Côté social

On a discuté âprement de l'opportunité sociale de la réforme agraire du 9 mai 1921. Il a été dit, avec raison, nous semble-t-il, qu'en Bulgarie, contrairement à ce qui avait lieu dans d'autres pays, il n'existait pas de conflit agraire, issu de la rivalité d'une classe de fermiers et de quelques centaines de propriétés foncières. L'immense partie de la terre labourable appartenant aux paysans, le faire valoir direct étant la forme d'entreprise agricole la plus répandue, le fermage est presque inconnu en Bulgarie et le peu de terre non exploitée directe-

ment l'est par métoyage qui prévient les conflits graves entre le maître et les travailleurs de la terre.

Seules, un certain nombre de grandes exploitations agricoles employaient de la main-d'œuvre salariée, dont la rémunération ne cessait de s'améliorer à cause de sa rareté croissante dûe, elle-même, au fait que la jeune industrie bulgare aspire toujours un nombre grandissant d'ouvriers vers les villes, et à la qualité de l'ouvrier agricole bulgare qui est généralement propriétaire d'un petit lopin de terre qu'il travaille une partie de l'année.

Donc, il n'y a pas en Bulgarie cette « soif de la terre » que l'on constate dans les pays de grande propriété foncière; et la preuve, c'est qu'avant la fin de la guerre de 1914-1918, la question agraire n'existait pas dans la vie sociale bulgare. C'est en vain que l'on chercherait, dans la presse ou dans les débats parlementaires de cette époque, les traces d'une discussion relative à la possession de la terre. Au lieu de résoudre une question sociale qui, en fait, n'existait pas, la réforme agraire, a-t-on pu dire, en crée une, en introduisant la notion de la propriété foncière basée sur le travail. Elle menace d'allumer dans la vie paisible du village un dangereux brandon de discorde.

Comme nous l'avons exposé, dans un chapitre précédent, on a envisagé l'accomplissement d'une réforme agraire en Bulgarie dans les deux buts suivants :

a) Créer un apaisement social en effectuant une meilleure répartition du sol entre les agriculteurs.

b) Augmenter la production agricole en créant des exploitations agricoles aptes à donner le plus grand rendement possible.

Le premier problème que devait résoudre la loi agraire du 9 mai 1921 sur « La propriété foncière basée sur le travail » était donc d'un caractère nettement social. La réforme le résout de deux façons :

1° En expropriant les propriétaires fonciers dont les terres sont d'une superficie supérieure à 30 hectares ou, suivant le cas, à 10 et 4 hectares.

2° En distribuant les terres expropriées à ceux (ouvriers agricoles, agriculteurs n'ayant pas suffisamment de terre) qui s'engagent à la travailler personnellement ou avec l'aide de leur famille, de sorte que la seule exploitation agricole désormais possible en Bulgarie soit celle qui revêt la forme d'entreprise faire valoir direct.

Désirant éliminer tout intermédiaire entre la terre et celui qui la travaille, la loi base le droit de propriété foncière privée sur le travail. Elle prétend supprimer le fermier, le métayer, le grand propriétaire terrien et, dans la mesure du possible, le salarié agricole qu'elle considère — tels déjà un Winstanley et un Locke au XVII^e siècle — comme éléments sociaux nuisibles aux intérêts de la collectivité. Or, s'il est certain que l'institution de la propriété privée est un des plus importants facteurs de la stabilité de l'ordre social et que, par conséquent, la propagation de la propriété privée ne peut qu'être utile à la société, il n'en est pas moins vrai que la loi du 9 mai 1921 n'atteint pas ses fins en basant le droit de propriété privée sur le travail. L'institution de la propriété privée « ne saurait être justifiée autrement que par l'utilité sociale ». Vouloir lui donner pour fondement le travail, c'est tomber dans une erreur doctrinale dont la science économique pure a fait depuis

longtemp sjustice. Dès lors, singulière façon que celle de tenter de stabiliser l'ordre social existant par l'augmentation du nombre de propriétaires, en donnant une base fausse à leurs droits de propriété. La loi du 9 mai 1921 essaie, tout simplement, de réaliser une partie de la formule syndicaliste « la terre aux paysans, les usines aux ouvriers »; et l'on se demande pour quelle raison — sinon par pure opportunité — le législateur épargne les autres catégories de propriétaires (commerçants, rentiers, etc...) de l'application du principe énoncé dans les article 1 et 2 de la loi agraire? (4) Logiquement, la notion de la propriété privée basée sur le travail, une fois introduite dans la législation bulgare, aurait dû s'étendre à toutes les formes de propriété. D'autre part, la manière cavalière et injuste dont la loi exproprie les propriétaires fonciers, en les payant tardivement et en leur allouant une indemnité dérisoire, contribua fortement à miner le respect du droit de propriété. Et, en effet, les conséquences logiques de cette pratique furent vite tirées par une partie de l'opinion publique, d'où le développement considérable du mouvement communiste en Bulgarie juste après le vote de la réforme agraire qui était, au moins en apparence, destinée officiellement à le combattre.

Au déchainement des appétits malsains qui s'ensuivit, il faut ajouter le mécontentement que devait produire leur satisfaction incomplète. L'impossibilité d'accorder

(4) En 1917, M. Drago ayant lancé en Italie, au congrès socialiste, la formule : « la terra ai contadini » (la terre aux paysans), l'hésitation paysanne qui s'en suivit se transporta chez les ouvriers et aboutit à l'occupation des usines à la suite de laquelle naquit le fascisme.

des terres à tous ceux qui en demandaient en vertu de la loi, comme le désir de recevoir la meilleure terre, devaient aboutir, le favoritisme aidant, à dresser les paysans bulgares en deux camps ennemis.

C

Côté économique

Parallèlement aux buts sociaux, la loi sur « La propriété foncière basée sur le travail » visait à l'augmentation de la production agricole, la plus abondante source de richesse du pays, en créant un type uniforme d'exploitation agricole, jugé seul apte à fournir le maximum de rendement. Pour y arriver, on exproprie de ce qui excède 30 hectares tous les propriétaires fonciers qui en possèdent davantage, et cela au cas où ils (les propriétaires) cultivent directement leurs terres. Au cas où les propriétaires afferment ou louent leurs propriétés l'expropriation porte sur le surplus de 10 hectares — lorsque l'exproprié a une famille — et sur le surplus de 4 hectares — lorsqu'il est célibataire. Ainsi, la loi limite strictement l'accès à la terre à tous ceux qui n'entendent pas y consacrer leur travail. Au point de vue économique on ne saurait qu'approuver cette mesure, car nul ne soigne mieux la terre que celui qui en est propriétaire et cultivateur à la fois.

Une fois toutes les grandes propriétés terriennes ramenées, au moyen de l'expropriation, au type de propriété d'une superficie de 30 hectares ou, suivant les cas, de 10 et 4 hectares, la loi tâche d'en former d'autres pareils, en distribuant la terre expropriée à quelques catégories limitativement déterminées de person-

nes dont la qualité commune est d'être cultivateur possesseur d'une superficie de terre insuffisante. Etant donné que la loi du 9 mai 1921 n'explique pas par un texte spécial ce qu'elle entend par « terre insuffisante », il faut conclure que tous ceux auxquels la loi accorde un droit à la terre, peuvent s'en prévaloir dans tous les cas où ils en possèdent moins de 30 hectares. Couvrir la Bulgarie d'un essaim d'exploitations agricoles de superficie approchant sensiblement 30 hectares et ne les dépassant jamais, voilà la tâche dont s'est chargée la réforme de 1921. Nous avons signalé déjà l'erreur qu'il y a de vouloir fixer un maximum rigide d'hectares jugé suffisant et nécessaire pour l'organisation d'une exploitation agricole. Les maxima nécessaires sont en fait extrêmement variables, parce qu'ils sont déterminés en fonction d'une foule d'éléments tels que : la forme topographique du terrain, la qualité du sol, la nature de la culture, la quantité d'engrais employés, etc... Une série de maxima, gradués selon les conditions locales, aurait mieux répondu aux exigences des réalités techniques et économiques. Lorsque, en outre, on prend en considération ce fait économique que 30 hectares ne font presque jamais une unité d'exploitation agricole assez vaste et assez productive commercialement pour permettre à son propriétaire l'usage d'un outillage mécanique moderne et la jouissance d'un crédit à bon marché, on constate que les nouvelles formes agraires en Bulgarie, pour être des exploitations rationnelles, supposent le développement de la coopération agricole. La création d'un réseau de coopératives de crédit, de vente, de coopératives mettant à la disposition de leurs adhérents un outillage agricole perfectionné, apparaît comme absolument indis-

pensable à la prospérité des entreprises agricoles que la loi entend multiplier.

Comme nous l'avons signalé, dans un chapitre précédent, l'œuvre coopérative est, en effet, en grande faveur en Bulgarie depuis une vingtaine d'années. Malheureusement, toutes les coopératives déjà existantes ont besoin, pour fonctionner régulièrement, de subventions de la Banque agricole bulgare et de l'Etat. Or, au moment de l'opération agraire entreprise en vertu de la loi du 9 mai 1921, et pour de longues années encore, l'Etat, appauvri, sera plus que jamais dans l'impossibilité de distribuer les subventions nécessaires. Dans ces conditions, les exploitations agricoles nouvellement créées risquent, faute de ressources, de se décomposer très vite ou de tomber dans le mode primitif d'exploitation extensive qui a donné, jusqu'aujourd'hui, de très mauvais résultats en Bulgarie. Cela est d'autant plus regrettable que la réforme fait disparaître, en les mutilant, les rares grandes propriétés terriennes où l'on avait réussi à organiser des exploitations agricoles modernes, c'est-à-dire des exploitations où l'on employait des machines, des engrais et où on avait introduit la culture intensive donnant un rendement supérieur à celui de l'exploitation paysanne moyenne. L'Etat a ainsi démoli ce que, avec de grands efforts, quelques particuliers avaient réussi à organiser, sans être à même de reprendre la tâche et de la mener à bien.

D'un autre côté, le résultat de l'exécution partielle de la réforme démontre que la direction de la P.F.B.T., ayant été mise devant le dilemme de distribuer des terrains de son fonds, soit à un nombre limité de demandeurs — en accordant à chacun une parcelle suffisam-

ment grande — soit au plus grand nombre possible des ayants droit — en morcellant les lots à l'infini — a choisi ce dernier parti. Il a été distribué à un certain nombre d'ouvriers agricoles, de tous petits propriétaires, etc... — la loi ne donne préférence à aucune catégorie d'ayants droit — des lopins de terre d'une superficie moyenne dépassant rarement 1,5 hectare. Par là, la loi du 9 mai manque un de ses buts les plus utiles : remédier à l'extrême morcellement de la propriété terrienne. Contrairement à la volonté du législateur, la réforme agraire a eu pour conséquence de créer une poussière de toutes petites exploitations mal outillées, sans cheptel et sans crédit. Ce résultat ne trouve d'excuse que dans le cas spécial des réfugiés auxquels il fallait fournir un moyen de gagner honnêtement leur subsistance, si maigre qu'elle soit.

L'application de la loi du 9 mai 1921 a entraîné dans la production agricole un grand désarroi qui, pour être momentané, n'en est pas moins préjudiciable à l'économie nationale. Dès la promulgation de la loi, tous les propriétaires qui devaient être expropriés cessèrent l'entretien de leurs champs, l'amélioration de leur cheptel et le développement des cultures intensives (vigne, roses, etc...). Lorsque survint, plus tard, l'expropriation, les terres-expropriées sont allées former le fonds foncier de la direction de la P.F.B.T., qui était chargée de les mettre en valeur et de les exploiter jusqu'au moment de leur distribution entre les ayants droit. Pendant ce laps de temps, parfois très long, l'exploitation du sol exproprié fut, à cause de son caractère administratif, des plus défectueuses. Il est douteux que cette exploitation s'améliore rapidement après l'attribution des

lots aux ayants droit qui manquent presque toujours de l'outillage nécessaire et très souvent d'expérience technique. Il est à craindre que la désorganisation temporaire de la production agricole, déterminée par les opérations d'expropriation, ne se perpétue à cause des erreurs économiques consacrées par la réforme du 9 mai 1921 qui, comme nous l'avons vu, désorganise les exploitations viables sans pouvoir en créer de nouvelles ni de meilleures économiquement.

*Modifications de la loi agraire du 9 mai 1921
par la loi du 21 juillet 1924*

sur « Les exploitations agricoles basées sur le travail »

La loi du 9 mai 1921 fut appliquée, sans modification notable, jusqu'au 21 juillet 1924 (1), date à laquelle elle fut abrogée et remplacée par une nouvelle loi sur « Les exploitations agricoles basées sur le travail ». Nous écrirons « abrogée » parce que, officiellement, son sort fut déclaré tel, mais en fait la nouvelle loi agraire n'est qu'une *réédition amendée et corrigée de la loi du 9 mai 1921*.

Les buts de la loi sur « Les exploitations agricoles basées sur le travail » et les moyens employés restent les mêmes que dans la loi sur « La propriété foncière basée sur le travail ». Le législateur veut toujours que « la terre appartienne à ceux qui la travaillent », et l'application de ce principe entraîne le maintien du fonds de la P.F.B.T. qui continue à s'alimenter avec des terres

(1) Le gouvernement de M. Stambouliski ayant été renversé le 9 juin 1924, la loi du 21 juillet 1924 fut votée par une chambre des députés issue de nouvelles élections.

d'à peu près les mêmes catégories. On innove sur les points principaux suivants :

a) L'expropriation porte désormais sur les terres appartenant aux monastères seulement au cas où ces derniers n'entreprennent pas, dans un délai de 3 ans, leur exploitation rationnelle.

b) L'Etat peut attribuer aussi au fonds de la direction de la P.F.B.T. des terres qu'il achèterait aux enchères publiques.

c) L'expropriation n'affecte plus les terres appartenant aux communes urbaines (les mérats). Après un plébiscite local, les communaux appartenant aux communes rurales peuvent être donnés, par les conseils municipaux, à bail de plus de dix ans aux personnes ne possédant pas de terres.

d) Il n'est plus possible d'exproprier parmi les terres des particuliers que celles ayant le caractère de champs et de prairies. Les vignes, les vergers, les muraies, les jardins potagers, les houblonnières et les roseraies cessent d'être expropriables.

Les maxima de terres labourables (champs et prairies) que l'on peut posséder en pleine propriété sont ainsi fixés par la loi du 21 juillet 1924 qui assouplit la loi précédente :

a) Une famille travaillant directement ses terres peut posséder un *maximum de 30 hectares*. Lorsque la famille est considérée comme nombreuse, c'est-à-dire lorsqu'elle a plus de 5 membres, pour chaque membre en plus le propriétaire est autorisé à conserver 5 hectares supplémentaires. Dans le cas de succession ouverte, les membres de la famille invalides et mineurs,

comme ceux qui fréquentent des établissements scolaires, ont aussi droit à un lot de terre supplémentaire de 5 hectares. *Si les exploitations agricoles sont organisées d'une manière « moderne » et si le propriétaire s'engage à les exploiter lui-même pendant 10 ans consécutifs, la loi nouvelle porte le maximum de superficie non expropriable à 150 hectares.*

b) Le droit de propriété foncière est limité à 5 hectares lorsque le propriétaire est célibataire et n'exploite pas directement sa terre, à 15 hectares lorsqu'il a une famille. Quand les terres susceptibles d'être expropriées ne dépassent le maxima établi que de 2,5 hectares, ces dernières sont déclarées non expropriables. La loi ordonne aussi que tout ce qui a été exproprié jusqu'au 21 juin 1924, au delà des maxima nouvellement fixés, soit restitué aux anciens propriétaires.

L'énumération de ces dispositions de la loi sur « Les exploitations agricoles basées sur le travail » montre que les terres dont pouvait disposer l'ancien fonds de la P.F.B.T. se trouve diminué des deux côtés. D'une part, *on réduit le nombre des catégories de terre susceptibles d'être expropriées*, d'autre part *on élargit le maximum de superficie non expropriable*. On aurait donc dû prévoir une réduction parallèle du nombre des ayants droit aux terres du dit fonds. Il n'en est rien. A une exception près (5), les différentes catégories d'ayants droit res-

(5) Dans les catégories des ayants droits, la nouvelle loi remplace celle des spécialistes agronomes par une autre, comprenant les instituteurs publics dans les campagnes.

tent les mêmes que celles établies par la loi du 9 mai 1921. Vu l'insuffisance des terres expropriables déjà sous le régime de l'ancienne loi agraire, on se demande s'il reste vraiment grand chose à distribuer aux nombreuses catégories de personnes auxquelles la loi actuelle fait des promesses de terre.

En ce qui concerne le paiement des terres expropriées, la loi du 21 juillet 1924, tout en calculant plus largement les indemnités, ne renonce pas à la pratique inconstitutionnelle des évaluations injustes et des paiements tardifs. Elle consacre, une fois de plus, les criantes injustices de la réforme agraire bulgare. Les terres expropriées à partir du 9 mai 1924 doivent être payées d'après les prix moyens de 1923, fixés pour chaque région et diminués de 50 % et d'une retenue de 5 % au profit du fonds de la E.A.B.T. Ceux des propriétaires expropriés qui ont été déjà payés conformément au maxima de prix fixé par la loi du 9 mai 1921, doivent, à leur tour, recevoir le surplus de leur créance.

Les opérations de paiement sont effectuées, par les soins de la Banque agricole bulgare, au comptant et en obligations gagées, selon une combinaison, où la tranche de la créance payable au comptant diminue progressivement à mesure qu'augmente le chiffre de la créance elle-même. Les obligations gagées, émises en vertu d'une loi spéciale, rapportent un intérêt de 8 % et sont amortissables au bout de 20 ans. Quant à ceux qui reçoivent des terres, ils doivent les payer au prix qu'elles ont coûté au fonds de la E.A.B.T., augmenté de 2 % au profit de ce dernier. Les remboursements se font au comptant pour 10 % de la valeur de la créance; le reste doit

être payé dans un délai de 20 ans. La loi fait des réductions de 30, 20 et 10 % de la valeur totale de la terre lorsque le prix intégral est remboursé respectivement en une, deux ou trois années. Les nouveaux propriétaires sont privés, pendant 20 ans, du droit d'hypothéquer ou de vendre les terres acquises par l'intermédiaire du fonds de la E.A.B.T.

Les organes d'exécution institués par la loi du 21 juillet 1924, sauf la commission communale qui est remplacée par le Conseil municipal, sont à peu près les mêmes que ceux créés par la loi du 9 mai 1921. On continue à priver les citoyens du recours à l'autorité judiciaire. Les opérations de colonisation intérieure et de remembrement des terres sont organisées sur des principes empruntés à la loi du 9 mai.

La loi du 21 juillet 1924 paraît, dans beaucoup de ses dispositions, meilleure que celle qu'elle abroge. Le législateur introduit un peu plus de justice dans la fixation des indemnités d'expropriation, un peu plus de souplesse dans la fixation des maxima d'étendue susceptibles d'être possédés par une famille. On sent apparaître le souci d'atténuer, chez une catégorie de citoyens, le sentiment d'être spoliés et celui d'effacer l'impression néfaste, chez les autres, d'avoir profité d'une iniquité sociale. Mais, chose curieuse, ces dispositions mêmes qui font de la loi sur « Les exploitations agricoles basées sur le travail » une mesure economico-sociale acceptable, rendent son exécution, faute de terre utilisable, bien illusoire. Cela, nous semble-t-il, condamne toute l'économie de la réforme agraire bulgare.

CONCLUSION

Il nous paraît utile, en concluant, de résumer les constatations que nous avons faite dans la présente étude.

La Bulgarie, Etat indépendant depuis un demi siècle à peine, était à la veille de la guerre mondiale en plein développement économique, succédant à une longue période de stagnation générale, due à la domination déprimante de l'Empire ottoman. Le peuple bulgare faisait des efforts soutenus pour secouer la torpeur séculaire où l'avait plongé le joug étranger, et les premiers résultats, dans le domaine économique, aussi bien que dans les domaines social et politique, étaient des plus satisfaisants. Nous avons constaté que l'agriculture, source principale de la richesse nationale, faisait, à la faveur de plusieurs circonstances heureuses, des progrès lents, mais incessants. Un sol généralement fertile et des formes orographiques richement diversifiées, un climat varié et, par conséquent, propice à un grand nombre de cultures, une population encore peu dense, mais prolifique, vigoureuse et active, lui donnaient les principaux éléments de la prospérité. Résultat d'une évolution qui s'achevait déjà, la répartition des terres, caractérisée par la prédominance absolue de la petite et moyenne propriétés foncières, par le parcellement excessif du sol et la grande dispersion des parcelles, écartait de l'économie agraire bulgare tous les périls économiques et sociaux inhérents à la propriété latifundière. Par contre, elle engendrait quelques inconvénients des plus graves. En raison de leurs petites dimen-

sions, la plupart des exploitations agricoles étaient à la merci d'un crédit aussi fuyant qu'exigeant et n'arrivaient à améliorer ni leur outillage, ni leur mode de production extensive, dont le rendement était plus que médiocre. D'autre part, il existait une poussière de très petits propriétaires fonciers dont les terres étaient très mal exploitées, soit que l'exiguité des parcelles rendit tout effort mal récompensé, soit que le propriétaire, ne pouvant en tirer des revenus suffisants, s'adonnât à un autre métier et négligeât la culture de son petit lopin. A ces inconvénients de la petite exploitation agricole, l'Etat bulgare, secondé par l'initiative privée, avait cherché des remèdes efficaces. Une *Banque agricole* fut, de très bonne heure, chargée de distribuer aux agriculteurs des crédits de nature très variée et à bon marché, des *coopératives* nombreuses furent créées en vue de rendre aux paysans les services que ces derniers étaient impuissants à se procurer isolément.

Ces diverses coopératives n'avaient pas encore pu donner leur pleine mesure, lorsqu'éclata la guerre mondiale. L'issue de cette guerre, qui fut désastreuse pour la Bulgarie, diminua fortement la capacité économique du pays, tout en chargeant l'Etat d'obligations écrasantes. La misère escortée du spectre de la faillite et du bolchevisme, commençait à enliser le peuple bulgare. Il fallait des mesures héroïques, des sacrifices généreux et des efforts soutenus pour fournir à l'Etat le moyen d'honorer sa signature, donnée aux étrangers et d'éviter la décomposition sociale à l'intérieur.

La réforme agraire apparut au gouvernement agrarien de M. Stambouliïsky comme un de ces moyens de

salut devant redonner de la vigueur à l'économie nationale et apporter de l'apaisement social au pays. D'après le gouvernement, il s'agissait tout simplement *de transformer la nature du droit de la propriété foncière en le basant sur le travail*, c'est-à-dire, de refuser aux citoyens qui ne cultivent pas directement leurs terres le droit d'en posséder et, par conséquent, de les exproprier. Ainsi, on a fait disparaître le fermier, le métayer et une partie des ouvriers agricoles, tous considérés comme des éléments sociaux nuisibles, d'abord, parce que, exploités par les propriétaires fonciers, ils finissent par former une classe de fauteurs de troubles, ensuite, parce que, non propriétaires, ils travaillent mal la terre et entravent le développement économique de la nation. A toutes ces personnes, la réforme agraire devait procurer des terres à bon marché, en leur distribuant, non seulement celles que l'on devait enlever aux grands propriétaires fonciers, mais encore certaines terres appartenant à l'Etat et aux communes. Nous avons vu comment, une fois réalisée, cette idée simpliste et qui paraît excellente en théorie, donna des résultats bien au-dessous du médiocre. A quoi tient cet échec? A la méconnaissance, nous semble-t-il, des faits économiques et sociaux en Bulgarie. En proclamant le « dogme » de la propriété foncière basée sur le travail, dans un pays où le rentier est inconnu, le législateur a fini par exproprier des cultivateurs; en entreprenant l'uniformisation de toutes les exploitations agricoles, il a abouti à la désorganisation de celles qui étaient les plus viables, sans parvenir à améliorer sensiblement la situation des autres; enfin, en désirant faire de la Bulgarie un peuple exclusivement

agricole, il s'est heurté à l'impossibilité de trouver assez de terre pour tout le monde: et la conséquence a été un double mécontentement : de ceux que l'on dépouillait et de ceux qui n'en recevait pas assez.

Tout en étant éminemment agricole, la Bulgarie est aussi un pays où l'élevage est un des principaux facteurs de l'économie nationale. De vastes étendues de terre sont destinées au pacage de nombreux bovidés et d'importants troupeaux de moutons, dont les peaux, la viande ou la laine figurent parmi les premiers articles du commerce bulgare. Pour que la réforme du 9 mai 1921 eût pu atteindre son but, c'est-à-dire pour que le très petit propriétaire foncier arrivât à augmenter le nombre d'hectares de ses champs, il eût fallu sacrifier le cheptel en détrichant les pâturages. Or, cela était impossible, parce que c'eût été une catastrophe économique: un pays entier ne peut pas passer du jour au lendemain du système du pacage libre à celui de l'engrais à l'étable. Tant que l'élevage bulgare aura besoin de vastes prairies naturelles, toute péréquation forcée de l'étendue des exploitations agricoles n'aura pour résultats qu'un *nouveau rapetissement de la superficie moyenne des propriétés foncières en Bulgarie.*

La disparition des moutons et, par conséquent, des « mérats » n'arrivera, cependant, que lorsqu'un champ ensemencé de blé assurera aux paysans un revenu au moins égal à celui qu'ils tiraient d'une prairie d'une même dimension. Alors seulement, l'Etat et les communes devront mettre en vente la grande partie de leurs domaines selon un plan méthodique et exécutable pendant plusieurs années consécutives. Mais, a-t-on dit,

pour augmenter le rendement de la terre, il faut un outillage moderne, des engrais, des travaux d'assainissement, etc... et c'est ce qui manque précisément à la petite propriété terrienne. Nous pensons que, dans ce domaine, la coopération est appelée à jouer un rôle décisif dans le pays. Elle s'appuie déjà sur un passé récent, mais plein de promesses et gros d'avenir.

Pour toutes ces raisons, la réforme agraire de 1921-1924 apparaît comme une mesure économique mal étudiée, mal préparée et mal exécutée.

Contrairement aux déclarations officielles, qui insistaient principalement sur les motifs économiques de la loi du 9 mai 1921, on reste avec l'impression que cette dernière, élaborée et votée à une époque de désarroi moral et politique, a eu pour but principal de faire miroiter aux yeux des paysans, toujours avides de terres, des chances d'acquisition facile, mais que l'on savait d'avance fort peu réalisable.

En proclamant le principe que le droit à la propriété terrienne doit être basé sur le travail, en faisant des confiscations déguisées, en distribuant des terres à vil prix, on a prétendu sacrifier aux divinités « des temps nouveaux », c'est-à-dire établir l'ordre en égalisant les conditions. Les faits ont infligé un cruel démenti à ces prétentions, car la Bulgarie n'a jamais vécu des moments si troublés que pendant la période où l'on a exécuté le remaniement agraire.

FIN

BIBLIOGRAPHIE

- P. Milukoff. — *La Constitution bulgare*. Salonique 1905.
- F. Théodoroff. — *Sur l'agriculture en Bulgarie avant l'affranchissement*. Revue de l'Association économique bulgare. Livres 7, 8 et 1, 2, 3. Années 1915 et 1922.
- Iv. Baïnoff. — *L'imposition des sociétés en Bulgarie*. Paris, 1925.
- N. Nicolaeff. — *Le travail obligatoire en Bulgarie*. Paris, 1922.
- Tz. Brochlanoff. — *La propriété foncière basée sur le travail*. Sofia.
- Iv. Saranoff. — *La propriété foncière basée sur le travail*. Revue de l'Association économique bulgare. Livre 10. Sofia, 1924.
- P. Théodoroff. — *Sur le passé économique de notre Etat*. Revue de l'Association bulgare. Livre 7. Sofia, 1912.
- E. V. Phélipovitch. — *La politique agraire*, 1904.
- T. P. Théodoroff. — *Le droit de propriété immobilière en Bulgarie*. Sofia, 1920.
- Souchon. — *La propriété paysanne*.
- K Popoff. — *La Bulgarie coopérative*. Sofia, 1924.
- M. Sécropiel. — *La réforme agraire en Roumanie*, 1924.
- Vfe de la Jonquières. — *Histoire de l'Empire Ottoman*, Paris 1881.
- Ch. Moravitz. — *Les finances de la Turquie*. Paris, 1902.
- B. Simonide. — *La question agraire en Grèce*. Revue d'Economie politique. Nov.-Déc. 1924.
- R. Gounard. — *La réforme agraire dans les pays de l'Europe Centrale*. Revue politique et parlementaire. Juin 1925.
- Léon Lamouche. — *La Bulgarie*. Paris, 1903.
- T. Demontès. — *La question agraire en Italie*. Paris, 1923.
- Gide et Rist. — *Les doctrines économiques*. Paris, 1920.
- Escarra — *La nationalisation du sol et le socialisme*. Paris, 1905.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	9
<i>Première partie</i>	
CHAPITRE I. — Milieu physique. — La démographie....	25
A. Milieu physique.....	26
B. Démographie	32
CHAPITRE II. — Aperçu des conditions juridiques des terres et de leur répartition en Bulgarie avant l'année 1878.	39
CHAPITRE III. — La répartition des terres en Bulgarie après l'année 1878	51
CHAPITRE IV. — La production agricole en Bulgarie....	62
<i>Deuxième partie.</i>	
CHAPITRE I. — Bref aperçu de la question agraire en Europe	70
CHAPITRE II. — Comment s'est posée la question agraire en Bulgarie	79
CHAPITRE III. — L'économie de la réforme agraire du 9 mai 1921	89
A. De l'étendue de la propriété foncière basée sur le travail	89
B. De l'expropriation	91
C. La répartition du fonds de terre de la direction de la P. F. B. T.	93
D. Des paiements	96
E. Les agents exécutifs de la réforme.....	98
CHAPITRE IV. — L'exécution de la réforme agraire du 9 mai 1921.....	102
CHAPITRE V. — Critiques de la réforme agraire du 9 mai 1921 et loi du 21 juillet 1924.....	110
A. Côté juridique	110
B. Côté social	114
C. Côté économique	118
Modification de la loi du 9 mai 1921	122
Conclusion	127
Bibliographie	133

Vu par le président de la thèse :
Jean LESCURE

Vu :
Le Doyen :
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
P. LAPIE.

